

Rapport exploratoire

Mandat sur la désinformation au Mali

*Rédigé par Mathis Bineau-Frampton,
Josiane Demers et Sovanndannny Khuth*

Document à l'intention du
Professeur David Morin
Co-Titulaire de la Chaire UNESCO-PREV

Équipe

Collecte de données, analyse, rédaction et mise en page :

Mathis BINEAU-FRAMPTON, *B.A., Candidat à la maîtrise en études politiques appliquées*

Josiane DEMERS, *B.A., Candidate à la maîtrise en études politiques appliquées*

Sovanndanny KHUTH, *B.Sc., Candidate à la maîtrise en études politiques appliquées*

Remerciements

Supervision de recherche :

Adib BENCHERIF, *PhD., Professeur adjoint de l'École de politique appliquée,
Directeur du Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC)*

Révision :

Adib BENCHERIF, *PhD., Professeur adjoint de l'École de politique appliquée,
Directeur du Laboratoire interdisciplinaire sur les risques et les crises (LIRIC)*

Jesse FAFARD THÉORÊT, *B.A., LL.M., auxiliaire d'enseignement*

Collaboration :

Thomas FORTIER, *B.A., Candidat à la maîtrise en droit*

Table des matières

1

INTRODUCTION

Introduction	1
Mise en contexte	2
Phénomène de la désinformation	2
Les sites de <i>fact checking</i>	4
Objectif de recherche	5

2

TYPOLOGIE

Continuum de désinformation	6
Paysage médiatique	9

3

MÉTHODOLOGIE

Médias sélectionnés	11
Revue de littérature	12
Grille d'analyse	15
Sélection du corpus	16
Logiciel d'analyse	16

4

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS/ANALYSE

La sphère militaire (prédominance à la violence)	23
La sphère politique	31
Économie	41
Santé et considérations subséquentes	44
Tendances techniques	49

5

CONCLUSION

Limites méthodologiques	53
Conclusion	56
Bibliographie	57
Annexe 1	63

Liste des abréviations

ACLED	Armed C onflict L ocation and E vent D ata Project
AES	Alliance des É tats du S ahel
CEDEAO	Communauté é conomique des É tats de l' A frique de l' O uest
CONASCIPAL	C oalition N ational de la S ociété C ivile pour la P aix et la Lutte contre la P rolifération des A rmes L égères
FAMA	Forces A rmées M aliennes
FMA	Forum m ulti-acteurs sur la gouvernance au Mali
G3	G roupe de t rois pays comprenant le Mali, le Niger et le Burkina-Faso
HRW	H uman R ights W atch
IBK	Ibrahim B oubacar K eïta
IPIE	International P annel on the I nformation E nvironment
KGB	K omitet G ossoudarstvennoï B ezopasnosti (Comité de sécurité d'État)
M5-RFP	M ouvement du 5 Juin - R assemblement des f orces p atriotiques
MINUSMA	M ission multidimensionnelle intégrée des N ations u nies pour la s tabilisation au M ali
MNLA	M ouvement N ational pour la L ibération de l' A zawad
OHCHR	H aut- C ommissariat des N ations u nies aux d roits de l' h omme
ONU	O rganisation des N ations u nies
UNESCO-Prev	O rganisation des N ations u nies pour l' é ducation, la s cience et le d éveloppement – P révention de la r adicalisation et de l' e xtrémisme v iolent.
USAID	Agence des É tats- U nis pour le d éveloppement i nternational
RSF	R eporters s ans f rontières

Introduction

Depuis 2022, les campagnes de désinformation sur le continent africain sont presque quatre fois plus fréquentes, ce qui est étroitement lié à l'instabilité, ayant ainsi des conséquences sur les libertés et la sécurité des Africains, notamment, au Sahel, région de l'Afrique de l'Ouest la plus touchée (*Africa center for strategic studies* 2024). L'instabilité sur ce territoire est aggravée par la pauvreté; les changements climatiques; la croissance rapide de la population et les déplacements forcés; les changements de gouvernements; la montée de l'extrémisme violent et de la radicalisation; ce qui représente des défis sécuritaires importants (Eljarh 2016, 5). Cette polycrise, intensifiée par une série de coups d'État depuis 2020, constitue un environnement propice à la prolifération de contenu faux ou trompeur dans l'écosystème médiatique et à l'émergence de plusieurs désordres informationnels s'inscrivant dans le continuum de la désinformation. Dans la région sahélienne, les différentes plateformes numériques, pour la plupart gratuites, ont permis de démocratiser la participation aux débats publics.

Par conséquent, un nombre important de citoyens, indépendamment de leur sexe, de leur statut social et de leur niveau d'éducation, peuvent accéder à du contenu. Cela, leur permettant de rester informés sur l'actualité, ce qui comporte un risque important lorsque l'information véhiculée n'est pas vérifiée (Soto-Mayor et al. 2023). Le partage de cette information contribue significativement à influencer le paysage politique au Sahel, notamment au Mali, où les acteurs les plus présents dans l'espace numérique sont les médias, les dirigeants et les organisations politiques, ainsi que les institutions publiques (Bako 2022, 3). Dans cet État, les désordres de l'information ont une portée significative au-delà du contexte national et menacent les relations diplomatiques avec les partenaires internationaux, mais également avec les États de la sous-région. En réponse à cette nouvelle réalité de l'écosystème numérique, une émergence des mécanismes de vérification à travers des initiatives locales est observable. Des acteurs de la société civile lancent des initiatives se traduisant notamment par l'émergence de sites de *Fact Checking* (vérification de faits). Ces sites ont pour mission d'identifier les nouvelles qui circulent et d'en vérifier leur authenticité. La multiplication de ces plateformes et le nombre grandissant d'utilisateurs suscitent le besoin de les analyser. Ce rapport exploratoire s'inscrit dans cette démarche analytique. L'objectif réside dans l'identification des métrarécits, c'est-à-dire des récits communs à tous, qui circulent sur les sites de *fact checking* au Mali.

L'examen d'articles publiés sur cinq sites, soit deux spécifiques au Mali (un émanant d'une initiative locale et l'autre d'une initiative néerlandaise), deux généraux traitant du continent africain (un fondé en Afrique et un en Europe) et un international issu de la France, sur une période de trois ans, soit de 2020 à 2023 a été effectué. Le corpus de 296 articles a permis d'extraire un thème transversal, soit le rejet de l'occident, particulièrement en lien avec la France. Plusieurs tendances narratives ont été identifiées et regroupées à l'intérieur de quatre grandes thématiques : la sphère militaire ; la sphère politique ; l'économie ; la santé et les considérations subséquentes.

Mise en contexte

La désinformation exerce une influence sur le débat public et la confiance à l'égard de la science, notamment en matière de climat et de santé (*National Academies* 2023). En outre, la prolifération de contenu faux ou trompeur sur Internet et sur les réseaux sociaux est considérée par plusieurs analystes comme une menace à la démocratie (*The Economist* 2017). Selon un rapport produit par le *Varieties* du *Democratic Institute* de l'Université de Göteborg (Suède) et généré par la collaboration d'experts provenant de 202 pays, la désinformation et la polarisation se renforcent mutuellement, favorisant ainsi l'appui aux régimes politiques autocratiques (*V-Dem Institute* 2023, 26).

Au Sahel, notamment au Niger, au Mali et au Burkina Faso, les désordres informationnels favorisent les régimes dépeints comme autoritaires qui véhiculent des idées discréditant la démocratie, la décrivant comme un frein au progrès (Hassan 2022). À ce titre, le modèle chinois et le modèle russe, qui se distinguent l'un de l'autre, sont présentés comme des exemples de réussite militaire et économique (Hassan 2022). Au Mali particulièrement, les conflits physiques sont également présents dans l'espace numérique, alors que la junte au pouvoir, les groupes armés actifs dans la région et certaines puissances étrangères utilisent de plus en plus les plateformes sociales numériques pour diffuser de la propagande ou encore faire du recrutement (USAID 2023, 11).

Le phénomène de la désinformation

Le phénomène de la désinformation s'est amplifié au milieu des années 2010. L'année 2016 marque un tournant dans la prolifération des fausses nouvelles. En effet, le référendum précédent le *Brexit* au Royaume-Uni et l'élection du président des États-Unis, Donald Trump, ont fait l'objet de campagnes de désinformation significatives (Charvin 2020, 7). L'ancien chef d'État étasunien a popularisé le terme « *fake news* » et se l'est approprié en tentant ainsi de discréditer les faits rapportés par les médias traditionnels d'informations destinés au grand public (Pauli 2018, 575).

La pandémie de la COVID-19, qui a été déclarée officiellement en mars 2020 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la simplification de l'accessibilité aux multiples plateformes de réseaux sociaux numériques, ont provoqué l'intensification des désordres informationnels (Parlement européen 2023, 35).

Face à ce constat, des initiatives voient le jour. C'est notamment le cas de l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui réalise actuellement la campagne *Vérifié*, initiative mondiale contre la désinformation (ONU 2020). En mai 2023, le *Nobel Prize Summit* organisé par la *Nobel Foundation* et le *National Academy of sciences*, a rassemblé des lauréats du prix Nobel, des chercheurs, des décideurs en matière de politiques publiques, ainsi que des citoyens provenant de plus de 70 États, afin de discuter des avenues en matière de lutte à la désinformation. Cette concertation a mené à la création de l'*International Panel on the Information Environment* rassemblant des scientifiques de partout dans le monde et reconnus comme des sommités dans leurs domaines d'expertise respectifs. L'objectif de ce panel est d'offrir une analyse neutre de l'environnement informationnel afin d'orienter les décideurs dans leur prise de décision face à cette lutte (IPIE 2023).

La désinformation représente un enjeu global. En Afrique, l'accès simplifié à l'écosystème numérique a intensifié le phénomène, alors que le nombre de personnes connectées a augmenté significativement. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), seulement 2,1 % de la population africaine avait accès à Internet en 2010, comparativement à 33 % en 2021, avec une tendance toujours à la hausse. Cela augmente ainsi la prolifération de contenu trompeur (UIT, 2021, 2). Or, dans cette région, le phénomène de diffusion d'informations fausses ou trompeuses est antérieur à l'émergence des réseaux sociaux numériques (Admire 2019, 2). L'univers médiatique de la région est en partie influencé par un contexte informationnel fait de rumeurs et de tradition orale (Bencherif et Carignan 2023, 6).

En raison de la simplification du partage d'informations et de la multiplicité des acteurs, le risque de propagation de la désinformation s'accroît et peut contribuer à amplifier l'insécurité sociopolitique de la région en exacerbant les rivalités politiques et en polarisant les communautés. Les différents désordres informationnels sont davantage observables dans l'écosystème médiatique et informationnel.

Les désordres informationnels font également l'objet de préoccupations importantes au Sahel. Dans les pays du G3 (Mali, Burkina Faso, Niger), le nombre d'utilisateurs des différents réseaux sociaux numériques est passé de 7000 en 2014 à environ 7 millions en 2022 (Bako 2022, 3). En décembre 2023, les acteurs de la société civile, les professionnels des médias et les blogueurs de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, de la Guinée, du Niger et du Mali ont participé à la première Conférence régionale sur la lutte contre la désinformation et l'intégrité de l'information en Côte d'Ivoire, organisée par le *National Democratic Institute* (NDI), une organisation sans but lucratif non partisane visant le renforcement des institutions démocratiques de l'Afrique de l'Ouest (ONEP Niger 2023). Dans cette région, la complexité des enjeux sous-jacents et la menace additionnelle à la stabilité politique liée à ces campagnes de désinformation expliquent l'intérêt croissant d'une multitude d'acteurs académiques et gouvernementaux à analyser la question et à démystifier ce phénomène.

Au Mali, les désordres informationnels ont une portée significative au-delà du contexte national et contribuent à la détérioration des relations diplomatiques avec ses partenaires internationaux, mais également avec les États de la sous-région (Bako 2022, 6)

Selon le classement mondial de la liberté de presse de Reporters sans frontières (RSF 2023), le droit à cette liberté est en déclin au Mali. Les événements d'intimidation envers les journalistes de la presse indépendante et les leaders d'opinion sont en hausse, limitant ainsi leur mission d'informer la population (RSF 2023).

Les sites de *fact checking*

En réponse à l'ampleur du phénomène de la désinformation, des acteurs locaux de la société civile lancent des initiatives se traduisant notamment par l'émergence de sites de *fact checking* (vérificateur de faits). Le principal objectif réside dans la vérification et le rétablissement des faits. Dans le contexte de cette recherche exploratoire, cela revient souvent à confronter les élites au pouvoir ou encore, d'autres personnalités exerçant un niveau d'influence dans la sphère publique (Mantzaris 2018, 96).

Les *fact checkers* jouent un rôle crucial dans la lutte aux fausses nouvelles dans la région du Sahel (Soto-Mayor *et al.* 2023). Leur mission est d'effectuer une veille médiatique, c'est-à-dire de développer une stratégie pour rester à l'affût des nouvelles circulant dans le cyberspace.

Ils procèdent à une vérification des faits en utilisant différentes techniques de *fact checking* afin de déterminer la validité de ces nouvelles. Lorsqu'ils identifient la présence de contenu faux ou trompeur, ils publient leur démarche sur leur site web par le biais d'analyses ou de rapports expliquant pourquoi l'information est erronée. Certains partagent leur expertise en offrant de la formation aux journalistes locaux (*Africa Check 2024*).

L'augmentation du nombre de sites de *fact checking* engendre la nécessité de se pencher sur leur contenu et d'analyser leurs démarches. La contribution de cette recherche exploratoire s'inscrit dans cette logique.



Objectif de recherche

Cette recherche exploratoire cible l'amélioration de la compréhension des désordres informationnels au Mali en examinant les publications sur les sites de *fact checking*. La désinformation au Sahel et au Mali fait actuellement l'objet de publications, notamment des études et des rapports. Cependant, l'analyse du contenu des sites de vérification de faits ne s'inscrit toujours pas dans la littérature scientifique à ce jour. Pourtant, ces acteurs de la société civile occupent aujourd'hui un rôle significatif dans la lutte à la désinformation.

L'objectif de cette recherche est d'identifier les métarécits de désinformation circulant dans l'écosystème médiatique du Mali à partir de l'analyse des articles publiés sur les sites de *fact checking*.

Le but est d'établir un cadre d'analyse pouvant être subséquent appliqué aux métarécits de désinformation présents au sein de l'écosystème médiatique malien.

Typologie

Continuum de la désinformation

Sur le continent africain, des informations non vérifiées se manifestent notamment par les rumeurs circulant de bouche à oreille, les échanges informels, les médias traditionnels et les médias socionumériques (Tull 2021, 2). Une typologie permettant de qualifier les différents désordres informationnels et les autres formes de contenu fallacieux existe, permettant ainsi une analyse plus nuancée du phénomène (Wardle et Derakhshan 2017,5). Il est pertinent de définir ces termes afin d'identifier les différentes composantes du continuum de la désinformation.

Les **rumeurs** sont considérées comme des manifestations imprégnées de jugements politiques et moraux, contribuant à donner une profondeur historique aux mouvements sociaux éphémères et actuels. La fréquence de leur circulation explique leur crédibilité, les transformant en des « représentations validées de la réalité sociale » (Tull 2021, 3). Cela participe au phénomène de diffusion de fausses nouvelles, communément appelé la « désinformation ». Des similitudes existent entre les notions de **propagande** et de **désinformation**. D'après McQuail, la propagande désigne le processus délibéré et le résultat d'efforts concertés visant à influencer de manière systémique et unilatérale l'opinion et le comportement collectif via divers moyens de communication (McQuail 2010, 388). La désinformation, dérivée de l'expression « propagande noire », se distingue par son caractère secret et son utilisation de fausses informations (Jowett et O'Donnell 2016, 23). Certains auteurs distinguent la propagande et la désinformation, alors que d'autres les utilisent comme synonymes.



Il n'existe pas de consensus scientifique, la **désinformation** est généralement définie comme une pratique visant à répandre des mensonges ou des récits fictifs avec l'intention de tromper le public auquel cette information est destinée (Jowett et O'Donnell 2012, 24).



La **mésinformation** circule lorsque des individus partagent des contenus erronés sans avoir l'intention malveillante de tromper les destinataires du message (Jowett et O'Donnell 2016, 24). Distinguer la mésinformation et la désinformation peut devenir complexe, surtout lorsque la désinformation a tendance à se transformer en mésinformation lorsqu'elle est partagée (Wardle et Derakhshan 2017, 5).



La **malinformation** se traduit par le partage délibéré d'informations authentiques, souvent destinées à demeurer privées, mais utilisées pour porter préjudice (Wardle et Derakhshan 2017, 5).



Les **fakes news**, également connues sous le nom de fausses nouvelles ou « infox », sont fréquemment liées à la désinformation. Elles sont définies comme « des nouvelles qui véhiculent ou incorporent des informations fausses, fabriquées ou délibérément trompeuses » (OED 2019)



Selon le Larousse, le terme « **intox** », qui est peu utilisé, relève d'une métaphore référant au terme « intoxication » et vise à imposer des idées ou à exercer une influence qui diminue le sens critique des gens (Larousse 2024)

Cette typologie inclut des termes nécessitant l'identification de l'intention et des objectifs de l'émetteur derrière la diffusion d'une information fallacieuse. Les paramètres limités, liés à l'analyse du contenu des sites de *fact checking*, ne permettent pas de dégager ces intentions. De plus, même avec un accès très resserré aux sources et aux réseaux d'acteurs impliqués dans les différents types de désordre informationnel, il est souvent difficile d'évaluer les niveaux d'intention, l'ampleur des biais cognitifs et les croyances préexistantes à ce contexte de crise informationnelle.

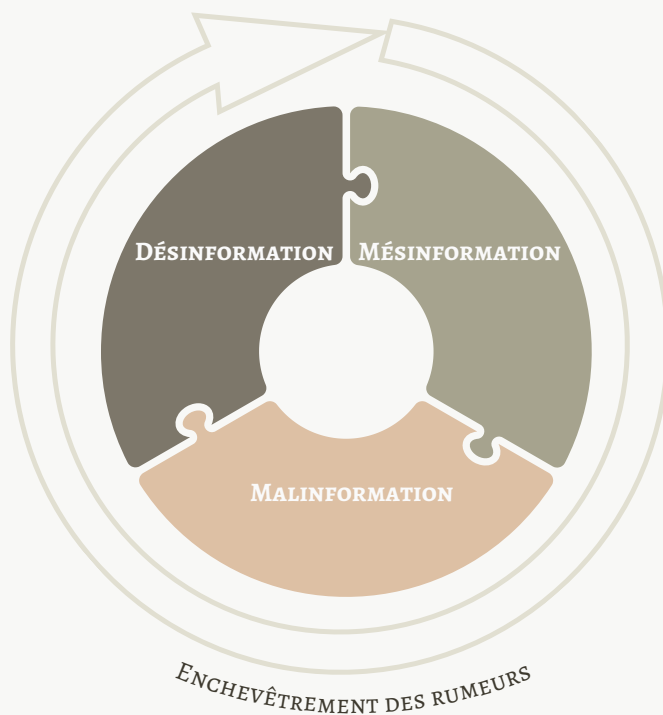


Lors de la 4e rencontre des journalistes Afrique-Espagne, organisée à Madrid par Casa Àfrica le 26 et 27 septembre 2023, le professeur Adib Bencherif a proposé la notion de continuum de désinformation pour penser les désordres informationnels.

Dans ce continuum, la désinformation se trouve au bout du spectre des désordres informationnels considérant qu'une information fautive ou mensongère circule dans l'intention de nuire et qu'ontologiquement, dans le cadre d'une crise informationnelle, celle-ci serait donc la matérialisation la plus radicale.

Ensuite, puisque l'intention de nuire persiste, se trouve la malinformation suivie de la mésinformation. Par ailleurs, ces catégories peuvent aussi se nourrir les unes les autres. Un acteur peut perpétrer de la mésinformation à son insu, car il peut avoir été manipulé par un acteur ayant fait circuler délibérément une fautive information (désinformation). Enfin, les rumeurs constituent des types de récits basés en partie sur des croyances locales et qui façonnent l'écosystème informationnel. Les rumeurs peuvent s'enchevêtrer avec les différents types de désordre informationnel situés dans le continuum de la désinformation.

Figure 1 : Continuum de la désinformation[2]

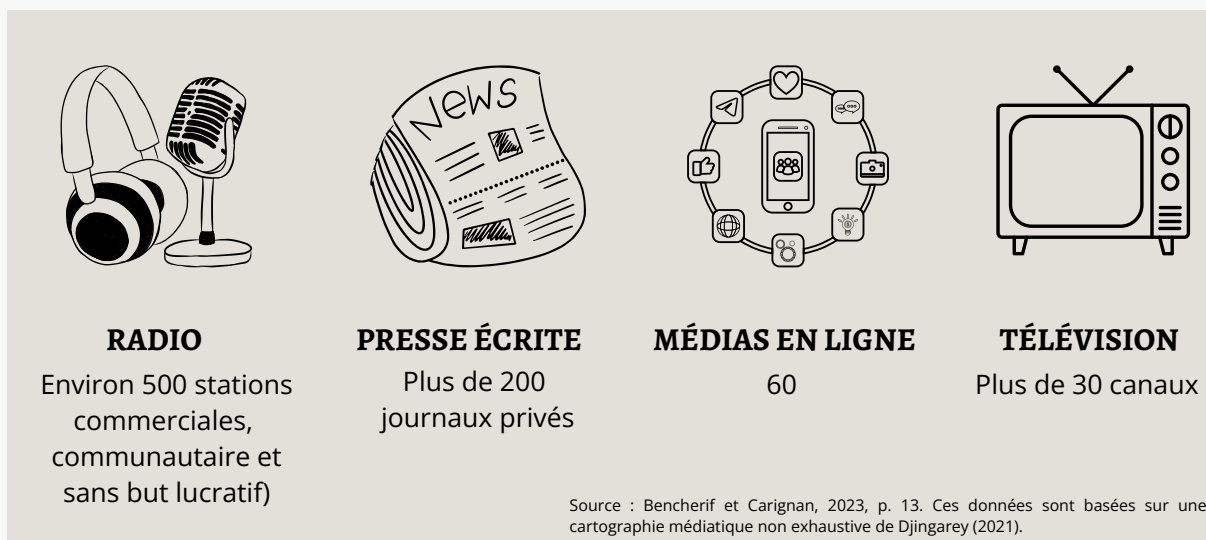


Bencherif (2023) soutient l'idée de distinguer les différents types de désordre informationnel, mais qu'il convient de saisir les potentiels enchevêtrements entre ces phénomènes. Dans le cadre du présent travail, l'équipe du BAPI mobilise cette notion de continuum de désinformation et identifie de grands récits existants reliés aux désordres informationnels au Mali. Par simplification, l'expression de désinformation sera utilisée pour qualifier certains récits collectés, tout au long du rapport, mais réfère davantage au continuum de la désinformation, plutôt qu'au strict phénomène de la désinformation.

[2] La désinformation se situe à l'extrémité du spectre des désordres informationnels, car l'intention de nuire se cumule à une diffusion délibérée de fautes nouvelles. En revanche, la malinformation, bien que comportant une intention de nuire, peut véhiculer des informations partiellement vraies. Considérant ces deux dimensions, la désinformation se positionne au bout du continuum.


Paysage médiatique


Figure 2 : Paysage médiatique au Mali




Le développement démocratique de l'Afrique de l'Ouest dans les années 1990 favorise la création d'organes de presse au Mali, particulièrement à la suite de l'adoption de la Constitution en 1992 (Friedrich-Ebert-Stiftung Institute 2021, 4). Le pays connaît une augmentation importante de sa quantité de médias, comptant « aujourd'hui environ 200 journaux, plus de 500 radios et plusieurs dizaines de chaînes de télévision, y compris régionales » (RSF 2023). Les cinq journaux de l'Agence malienne de Presse et de Publicité (AMAP), et le groupe audiovisuel public de l'Office de radiodiffusion et de télévision du Mali (ORTM) sont administrés par l'État, sous l'autorité du ministère de la Communication (Friedrich-Ebert-Stiftung Institute 2021, 7). En 2023, les médias en ligne sont consultés davantage, alors que le nombre d'utilisateurs d'Internet s'élevait à 7,91 millions, soit environ 34,5% de la population, et 1,7 million de Maliens feraient usage des médias socionumériques (Kemp 2023).



L'encadrement juridique des médias socionumériques est complexe, car le législateur malien est confronté au respect du principe de la liberté d'expression et de conscience qui sont enchâssées dans la Constitution (Traoré 2023, 16). En décembre 2019, la loi no 2019-056 sur la détermination des infractions relatives à la cybercriminalité a été adoptée et l'article 2 stipule que cette loi s'applique à « toute infraction commise au moyen des technologies de l'information et de la communication et tout ou partie sur le territoire de la République du Mali » et à « toute infraction commise dans le cyberspace et dont les effets se produisent sur le territoire national » (AMRTP 2019). Cette loi est dénoncée pour son caractère « large et vague », notamment *l'article 6* qui judiciaire les insultes en ligne par des peines allant de six mois à 10 ans et/ou l'imposition d'amendes élevées (Simon, Lauria et al. 2023, 28). Certaines critiques soulignent que ces efforts de législation pourraient engendrer des limitations plus larges des libertés d'expression et de presse (Jeffrey Conroy-Krutz et Joseph Koné 2022, 17). Selon le *Classement mondial de la liberté de presse* de Reporters sans frontières publié en 2023, le Mali se positionne au 113^e rang sur les 180 États analysés[3]. Selon RSF, cette situation s'explique notamment par l'instabilité politique ainsi que par les enjeux sécuritaires découlant du terrorisme (RSF 2023). 

En 2022, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) dénoncent « la recrudescence récente des atteintes aux libertés d'opinion, d'expression et de presse au Mali », à la suite d'une succession de sanctions, dont la suspension de la chaîne de télévision privée *Joliba TV News* en novembre 2022 (Avocats sans frontières 2022). Amnistie internationale Canada rapporte un alourdissement du bilan de cas d'intimidation à l'égard des journalistes et une augmentation de la censure (Amnistie internationale Canada 2022). En février 2023, la Maison de la Presse du Mali, qui offre aux journalistes des espaces de travail, de la formation et un appui en matière de protection de leurs droits a été saccagée lors de la tenue d'un point de presse organisé par des acteurs de la société civile et des membres de partis politiques d'opposition (L'Essor 2023). 

Les médias socionumériques sont instrumentalisés par différents acteurs. Par exemple, l'armée malienne et les ex-rebelles touaregs, en plus de s'affronter sur le terrain, s'opposent sur ces plateformes. Une multiplication de comptes de soutien en faveur d'un ou l'autre des parties a été observée et participe à forger une opinion publique qui n'est pas toujours le reflet de la réalité et crée un environnement propice à une escalade de la violence (Asen 2023). 

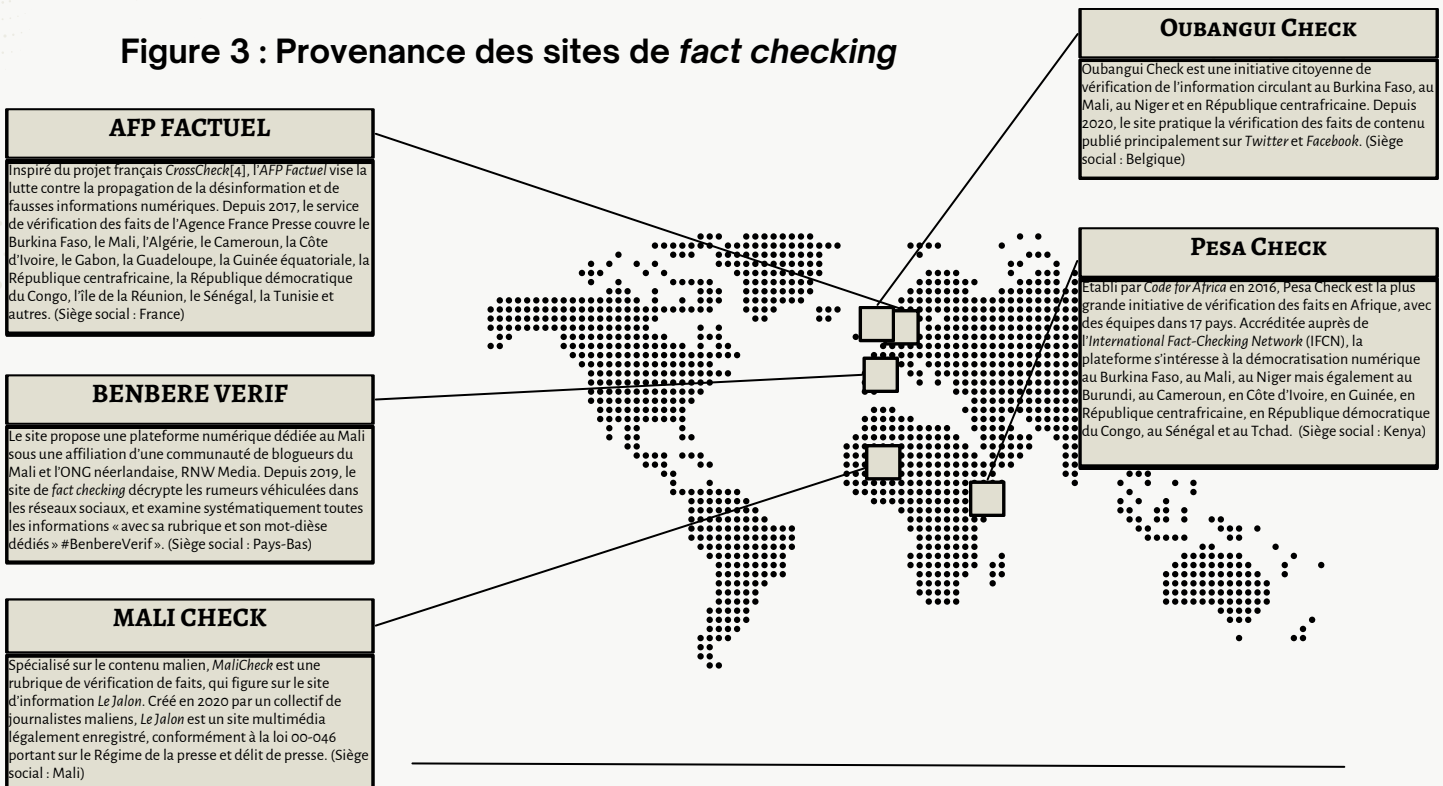
[3] Le Classement mondial de la liberté de presse de Reporters sans frontières (RSF) se base sur le contexte politique, le cadre légal, le contexte économique, le contexte socio-culturel et la sécurité afin de « comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes ou les médias dans 180 pays et territoires » (Reporter sans frontières 2023).

Méthodologie

Médias sélectionnés

La consultation de la *Plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation (ODIL)*, lancée en 2021 par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) marque le point de départ de cette recherche exploratoire. Cette plateforme vise à « renforcer la résilience des États et des autres acteurs face aux désordres et aux manipulations de l'information dans l'espace francophone ». Dans la section « Initiatives », une liste exhaustive des sites de *fact checking* est disponible. À partir de ce répertoire, nous avons sélectionné, sous la supervision du professeur Bencherif, les médias de vérification de fait les plus pertinents à l'État malien. Cinq sites de *fact-checking* ont été échantillonnés, soit *Benbere Verif*, *MaliCheck*, *AFP Factuel*, *Pesa Check* et *Oubangui Check*. Il est pertinent de noter que le travail de *Benbere Verif* et *MaliCheck* a déjà été souligné dans certains articles portant sur la désinformation (Sissoko et Dembélé 2023, 165, Sissoko *et al.* 2024, 556, et USAID 2023, 43).

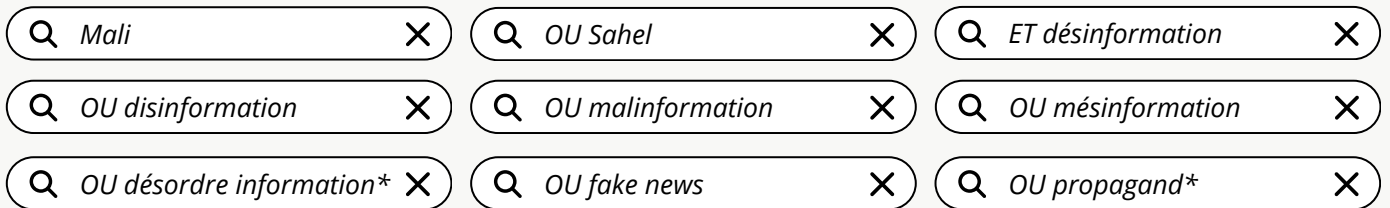
Figure 3 : Provenance des sites de *fact checking*



[4] CrossCheck est un projet collaboratif de vérification en ligne en ligne initié dans le cadre des élections françaises en 2017.

Revue de littérature

Une revue de la littérature sur les désordres informationnels au Mali a été effectuée à l'aide des termes suivants:



Ces termes ont été utilisés dans les banques de données de *CAIRN*, *Érudit*, *International Political Science Abstracts*, *JSTOR*, *Political Science Database* et *Google Scholar*. Dans le cas de *Google Scholar*, seules les cinq premières pages, classées par pertinence, ont été consultées. Une revue de la littérature grise a également été effectuée à l'aide du moteur de recherche de Google. Ces recherches ont permis de cibler trente-sept documents pertinents dans le cadre de ce projet.

→ Rappelant le désir d'identifier les métarécits de désinformation circulant au Mali en mobilisant l'analyse des articles publiés sur les sites de *fact checking*, la compréhension du terme « métarécit » se base sur un recensement des écrits académiques. Traduit de l'expression anglaise avancée par Rosenau « *metanarrative* », un métarécit se définit comme étant une « vision globale du monde, « un code maître » qui présume de la validité de ses propres affirmations » (Rosenau 2001, 11 868). Le terme anglophone *trope*[5] est également utilisé par Kirwin, Ouedraogo et Warner pour désigner les tendances narratives observées au sein du cadre plus large des *Afrancaux News* (Kirwin, Ouedraogo *et al.* 2022, 926). Les termes métarécits et *trope* ont été considérés comme équivalents dans le cadre de cette revue de la littérature puisqu'ils soulignent tous les deux la présence de tendances narratives.

[5] Rhetoric. A figure of speech which consists in the use of a word or phrase in a sense other than that which is proper to it. Hence (more generally): a figure of speech; (an instance of) figurative or metaphorical language. (Oxford English Dictionary)



La **narration** est omniprésente dans les différentes formes de communications, notamment à l'égard d'informations vérifiables et à travers les désordres informationnels (désinformation, mésinformation, malinformation). Dans les reportages, les récits façonnent la sélection des faits saillants ou la déformation des faits, ce qui peut influencer la perception du public. Par exemple, un reportage sur un crime peut contenir des détails sur les origines ou la nationalité présumée des personnes impliquées, qui peuvent être pertinents ou non pour l'histoire. Or, Wardle et Derakhshan soulignent l'importance attribuée à ces détails qui reflètent les techniques d'investigation du journaliste et sa perspective idéologique sous-jacente (Wardle et Derakhshan 46, 87). Il est pertinent de noter que la vérification des faits est, comme le rappelle Mantzarlis, un instrument imparfait. Les faits sont invariablement construits, ordonnés et réordonnés de manière significative au sein de structures narratives plus larges qui peuvent accorder une signification différente aux mêmes faits de base (Mantzarlis 2018, 87). De plus, la vérité s'étend au-delà d'un ensemble de faits. La vérification des faits n'est pas un outil à déployer pour faire taire les interprétations alternatives, mais plutôt pour étayer une série de faits susceptibles d'avoir un impact sur les prédispositions narratives et individuelles, de manière à fonder un débat rationnel (Mantzarlis 2018, 87).



La littérature n'est pas unanime quant à la capacité du gouvernement malien à user de la désinformation. Sato et *al.* (2023) avancent que le Mali est en rupture avec la tendance observée auprès des régimes autocratiques ou en transition vers un régime autocratique par son incapacité à employer la désinformation. Trithart (2022) soutient plutôt que le gouvernement malien est un « fournisseur important »[6] de désinformation, notamment contre la MINUSMA. Selon lui, une grande part de la désinformation serait progouvernementale et plusieurs individus et groupes propageant des éléments de désinformation dans le pays seraient liés à des figures du gouvernement (Trithart 2022, 4).

[6] Traduction de l'anglais *major purveyor*.

Lorsqu'est prise en considération la perception malienne concernant la France et l'Occident, Tull avance que « les analyses maliennes de la politique française se fondent sur des expériences historiques qui puisent dans le colonialisme et le nationalisme » (Tull 2021, 163).



Selon Audinet et Gérard, l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone repose sur un réseau diversifié d'acteurs agissant de manière indépendante, visant autant des objectifs à long terme que des intérêts ponctuels et opportunistes. Inspirée des tactiques utilisées par le KGB en Afrique, cette influence se manifeste à travers diverses pratiques, notamment la diplomatie publique médiatique et les opérations d'influence en ligne ou sur le terrain. Il est également nécessaire de mentionner le rôle que joue la « galaxie Prigojine », portant le nom du défunt fondateur du groupe Wagner. Aujourd'hui, le groupe Wagner a été remplacé au Mali par la structure paramilitaire russe *Africa Corps* (Lechner 2024). La production quotidienne de contenus visant à influencer la perception du public africain par rapport aux activités de Wagner (maintenant *Africa Corps*) et de la Russie en Afrique subsaharienne ne peut être sous-estimée (Audinet et Gérard 2022).

Dans une autre publication, Audinet traite de l'influence russe en Afrique subsaharienne francophone. S'il est vrai que la République centrafricaine y est identifiée comme le « principal laboratoire » des opérations d'influence russe dans la région (Audinet, 2021, 87), il est également question du Mali à de multiples reprises. L'exposition du Mali à l'écosystème de désinformation russe, notamment à travers *RT France*, y est également établie (Audinet 2021, 35). Trithart souligne quant à lui qu'il existe à la fois des similitudes et des différences quant aux tendances narratives et techniques de la désinformation observées à l'encontre des missions des Nations unies au Mali et en République centrafricaine (Trithart 2022, 3-4). Cette portion de la revue de la littérature mène à la conclusion qu'il existe une utilité à considérer les tendances techniques observées en Afrique subsaharienne, et notamment en République centrafricaine, dans l'analyse des tendances observées au Mali.

Leur lecture a permis de cibler les expressions pertinentes à la recherche et de les classer. Ce processus a mené au développement d'une grille d'analyse applicable à l'ensemble des articles de vérification de fait présents dans le corpus.

Grille d'analyse

Trois indicateurs de tendances narratives

Les acteurs : Toute entité jouant un rôle dans le récit dont il est question dans l'article du vérificateur de faits. Il peut s'agir d'une personne, d'un État, d'une organisation internationale, etc. Si le vérificateur de faits inclut des entités additionnelles dans son article afin de mettre en situation le lecteur, ces entités ne seront cependant pas comptabilisées comme étant des acteurs, puisqu'ils ne jouent pas directement un rôle dans le récit de désinformation sujet à l'article.

Les sentiments : Sentiments envers une entité ou une situation évoquée par le récit d'un article.

Le thème dominant : Thématique principale dont il est question dans le récit de désordre informationnel. Un récit peut s'inscrire simultanément dans plusieurs thèmes dominants.

Quatre indicateurs de tendances techniques

Canal de partage : Le canal identifié par le vérificateur de faits comme étant celui à travers lequel le récit de désinformation s'est propagé. Un récit peut être propagé à travers plusieurs canaux simultanément.

Type de désordre informationnel : Le type de désordre informationnel identifié par le vérificateur de faits comme étant applicable au récit traité.

Technique de vérification de faits : La méthode employée par le vérificateur de faits pour établir la véracité, ou non, du récit.

Créateur de désinformation : Entité identifiée, le cas échéant, comme étant la source du récit de désordre informationnel.

La présence de quatre indicateurs de tendances techniques contre trois indicateurs de tendances narratives ne traduit pas une plus grande attention à l'aspect technique dans le cadre de cette analyse. L'inclusion de ces critères techniques demande peu d'analyse, et présente le potentiel d'identification de pistes de réflexion ou d'analyse subséquente.

Sélection du corpus

Les articles sélectionnés ont été publiés entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2023. Ce cadre temporel a été déterminé en raison, notamment, de la disponibilité des données et de leur représentativité. Les sites de *fact checking* les plus récents, soit *MaliCheck* et *Oubangui Check*, ont été créés en 2020. Deux des sites traitaient exclusivement du Mali, deux autres se concentraient sur l'Afrique en général et émanaient du continent et finalement, 1 site occidental avec une section « Afrique » a été sélectionné. Tous les articles de ce cadre temporel ont été extraits et transférés dans une banque de données et totalisaient 1611 articles. Considérant la provenance variable des sites et afin d'écartier au maximum la subjectivité dans la sélection des articles retenus, la présence de l'expression neutre « mali* » dans le titre des articles a été utilisée comme déterminant de filtrage. Cela nous a permis de réduire le nombre d'articles à 296. Ils ont ensuite été transférés dans un logiciel d'analyse de données qualitatives.

Figure 4 : Sélection de l'échantillon

SITE DE VÉRIFICATIONS DE FAITS	ARTICLES RECUEILLIS ENTRE 2020-2023	ARTICLES AYANT LE TERME MALI DANS SON TITRE
AFP Factuel	634	50
Benbere Verif	318	65
Oubangui Check	56	1
Mali Check	182	30
Pesa Check	416	150
Total	1606	296

Logiciel d'analyse

Le logiciel d'analyse de données qualitatives NVIVO a été choisi. Il permet l'importation et l'exportation de données, la visualisation de celles-ci, l'analyse des médias, la recherche sur les méthodes mixtes, l'analyse qualitative comparée et l'analyse des sentiments.

Présentation des résultats

Comme le tableau ci-haut le démontre, l'analyse des sites de *fact checking*, *Benbere Verif*, *Mali Check*, *PesaCheck*, *Oubangui Check* et *AFP Factuel*, a permis d'identifier les métarécits de désinformation qui circulent dans l'univers médiatique malien. Les récits prédominants sont principalement reliés à des événements marquants ou à des préoccupations récurrentes au sein de la population. Plusieurs domaines ont été touchés par la prolifération de contenu faux ou trompeur entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2023. Les tableaux suivants ont été créés afin de contextualiser l'analyse. Le premier tableau affiche les thèmes identifiés au terme du codage et le deuxième les contextualise dans le temps. Cela permet d'observer les thématiques qui sont propres à une période donnée et celles qui sont isolées dans le temps.

Figure 5 : Récurrences annuelles des tendances narratives selon les thèmes dominants (2020-2023)

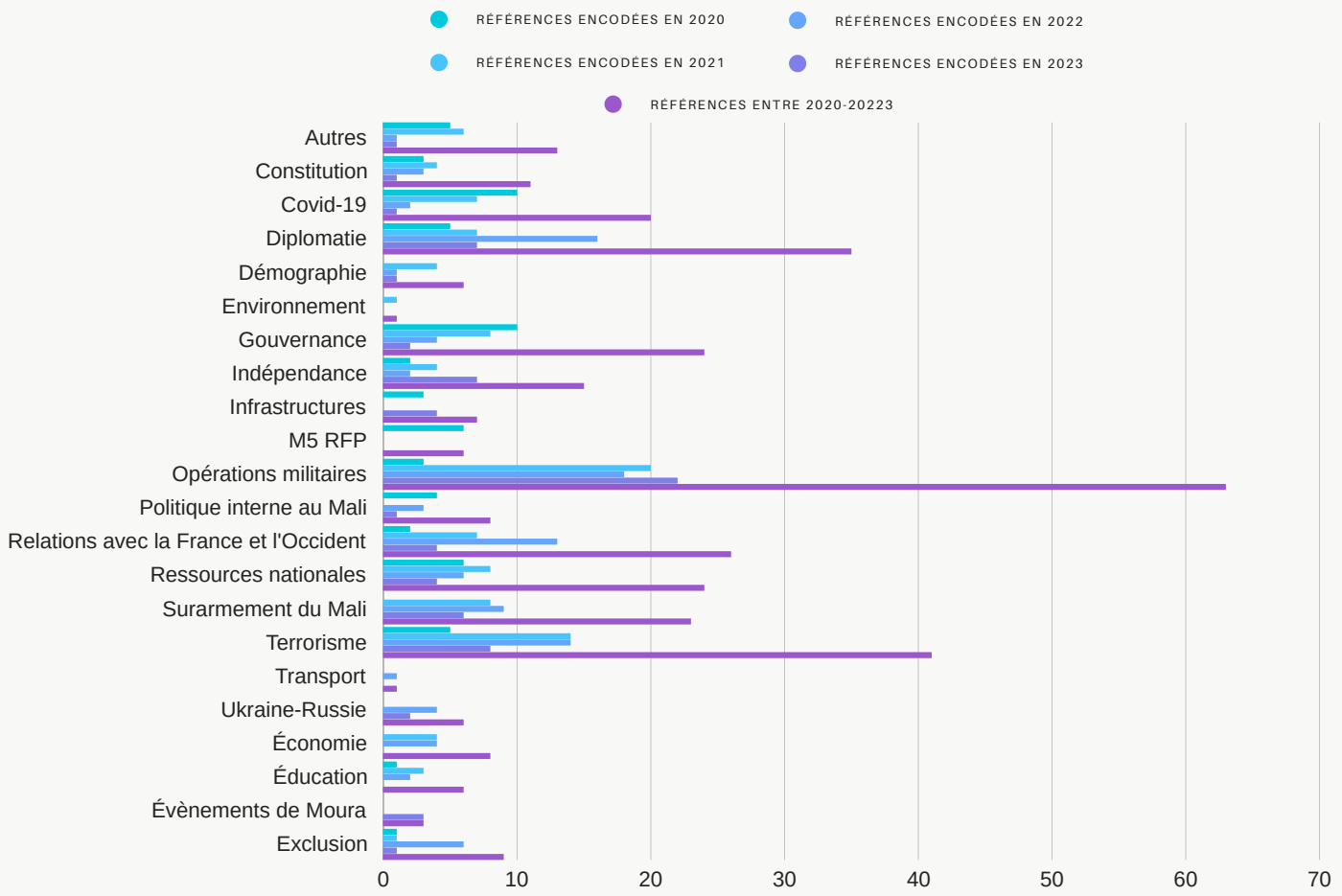


Figure 6 : Sommaire des tendances narratives selon les thèmes dominants (2020-2023)[7]

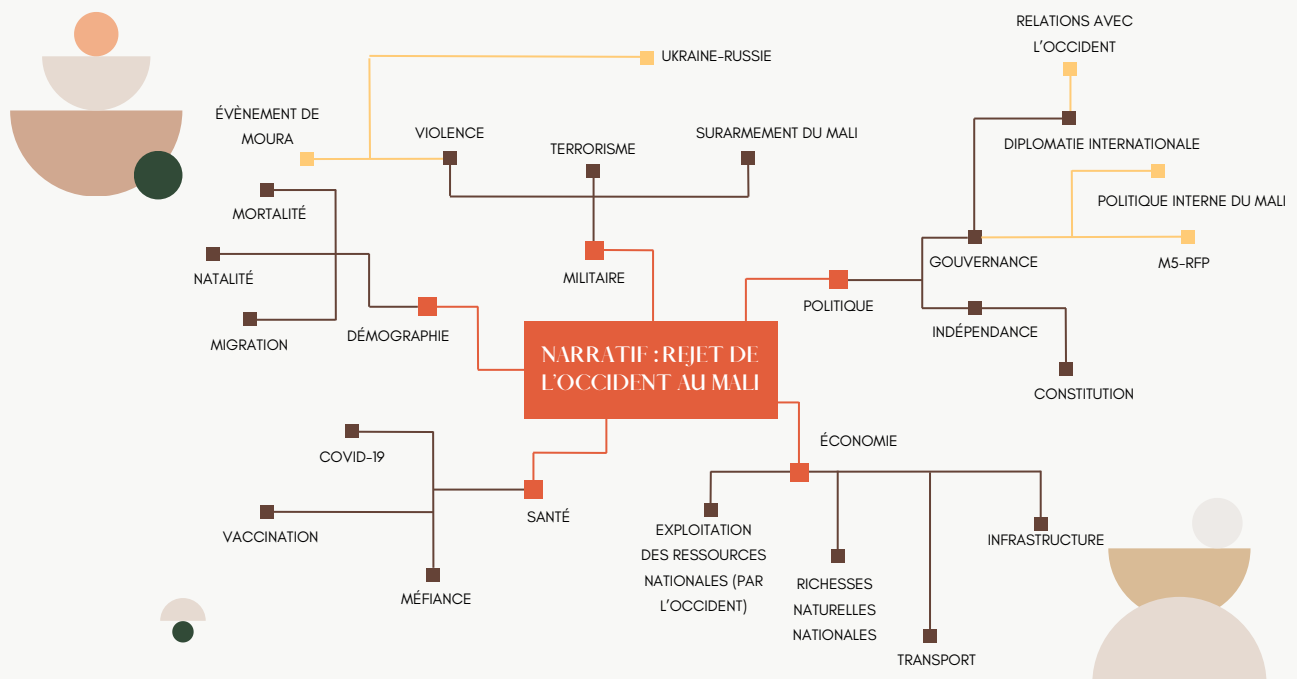
THÈMES DOMINANTS	NB D'ARTICLES	RÉFÉRENCES D'ENCODAGE
AUTRES	12	(13)
CONSTITUTION	9	(11)
COVID-19	16	(20)
DIPLOMATIE	24	(35)
DÉMOGRAPHIE	6	(6)
ENVIRONNEMENT	1	(1)
GOUVERNANCE	23	(24)
INDÉPENDANCE	10	(15)
INFRASTRUCTURE	7	(7)
M5 RFP	5	(6)
OPÉRATIONS MILITAIRES	44	(63)
POLITIQUE INTERNE AU MALI	7	(8)
RELATIONS AVEC LA FRANCE ET L'OCCIDENT	18	(26)
RESSOURCES NATIONALES	22	(24)
SURARMEMENT	18	(23)
TERRORISME	38	(41)
TRANSPORT	1	(1)
UKRAINE-RUSSIE	7	(6)
ÉCONOMIE	6	(8)
ÉVÈNEMENTS DE MOURA	5	(5)
EXCLUSION	9	(9)
TOTALE	296	(356)

[7] Un écart significatif est observé entre le nombre de références encodées et le nombre d'articles traités dans Nvivo. Il est possible que plusieurs, représentés ici par les références encodées, soient identifiées dans un même article. Ceci suggère une transversalité des thèmes récurrents.

Les thèmes dominants ont été regroupés à l'intérieur de quatre grandes tendances narratives. Il est à noter que plusieurs de ces thèmes sont interreliés. La première tendance représente les opérations militaires (prédominance de la violence), avec les événements de Moura et la MINUSMA, le terrorisme et le renforcement militaire (surarmement), avec les événements de Moura et la MINUSMA, le terrorisme et le renforcement militaire (surarmement). La deuxième tendance est la sphère politique comprenant la Constitution, l'indépendance, la gouvernance incluant le mouvement M5-RFP et la politique interne, et la diplomatie qui comprend la relation avec l'occident.

La troisième tendance est l'économie regroupant les ressources naturelles (nationales), les infrastructures et le transport. La quatrième tendance est la santé et les considérations subséquentes incluant la COVID-19, la vaccination, la démographie, l'éducation et l'environnement. Les articles sur le conflit Russie-Ukraine ont également été écartés parce qu'ils n'indiquent pas de lien direct avec le Mali, toutefois, il est mentionné quelques fois dans l'analyse. Il est à noter qu'un article peut traiter de plus d'une thématique. Une cartographie mentale avec ces grandes tendances a été réalisée.

Figure 7 : Cartographie des thèmes clés



Au terme du codage des 296 articles, neuf n'ont pas été codés même après avoir été importés dans Nvivo pour deux raisons. Soit l'article est rédigé en anglais, soit il n'était pas question de *fact checking*, il n'y avait donc pas de différence entre données primaires et données secondaires. Ils abordent le sujet de la désinformation sans toutefois démentir un récit. Ils appellent plutôt à la vigilance face au phénomène de la désinformation. Cela s'inscrit dans la mission de certains sites de vérification de faits. Par exemple, *Pesa Check*, affilié à *Code for Africa*, travaille avec les universités sur le continent africain afin de sensibiliser les nouvelles générations à cet enjeu (Pesa Check 2024).

Un thème transversal s'inscrivant de manière plus ou moins significative pour chaque tendance narrative ayant été identifiée, soit le rejet de l'occident et du néocolonialisme relié au désir d'émancipation. Puisque le néocolonialisme est une tendance transversale regroupant simultanément des éléments de plusieurs thèmes, il n'a pas été identifié lui-même comme thème. À cet égard, la Chine et surtout la Russie se démarquent à titre de choix alternatif de partenariats internationaux, particulièrement dans la lutte au terrorisme.

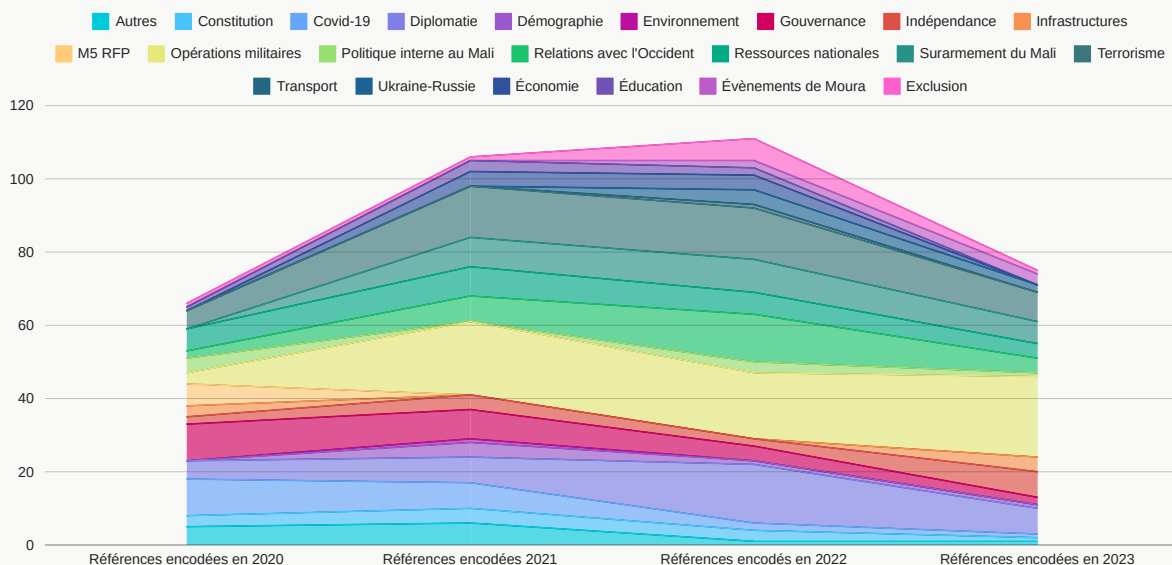
La mention de ces deux États est corroborée par la revue de littérature, permettant une triangulation. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest fait l'objet de 40 % des campagnes de désinformation et 19 campagnes touchaient le G3 depuis 2018 (Centre d'études stratégiques de l'Afrique 2024). Plus de la moitié peuvent être attribuées à la Russie. Au Mali, sur 12 campagnes détectées, huit provenaient de la Russie et une seule de Chine (Centre d'études stratégiques de l'Afrique 2024).

L'approche chinoise relève d'un rôle de médiation et de maintien de la paix, mais les initiatives sont passablement discrètes pour le moment. La Chine est consciente des tensions entre la France et le Mali et ne souhaite pas envenimer ses relations diplomatiques avec le gouvernement français (Benabdallah 2021). En 2022, l'ambassade chinoise au Mali a organisé un colloque international sur le développement des pays du Sahel et l'un des thèmes proposés était « Gouvernance mondiale : Comment placer les intérêts du peuple au premier plan en adoptant la sagesse chinoise » (Benabdallah 2021). La tenue de ce genre d'évènement, visant vraisemblablement à faire adopter la vision chinoise de la gouvernance au Mali, suppose que le pays dirigé par Xi Jinping reconnaît le potentiel économique dans la région du Sahel.

La Russie a une approche plus offensive. Les forces du groupe Wagner (maintenant *Africa Corps*) sont déployées au Mali depuis 2021 et des armements sont fournis à la junte malienne. L'État russe est suspecté d'avoir organisé plusieurs campagnes de désinformation dans le cyberspace malien, notamment par le biais de photos truquées montrant des soldats français pillant l'or ou encore en proliférant le récit que la MINUSMA collaborait avec les groupes terroristes (Anna et Keita 2023). Des pages Facebook créées à l'intérieur des frontières du Mali, mais suspectées d'être commanditées par le groupe Wagner, dénoncent les intérêts de la France au Mali et suggèrent la Russie comme choix alternatif à l'occident (Le Roux 2022).

La Chine et la Russie ont des intérêts stratégiques au Mali et la désinformation participe à promouvoir une image positive des partenariats possibles, tout en intensifiant le sentiment négatif face aux anciens pays colonisateurs.

Figure 8: Thèmes dominants selon références encodées (2020-2023)

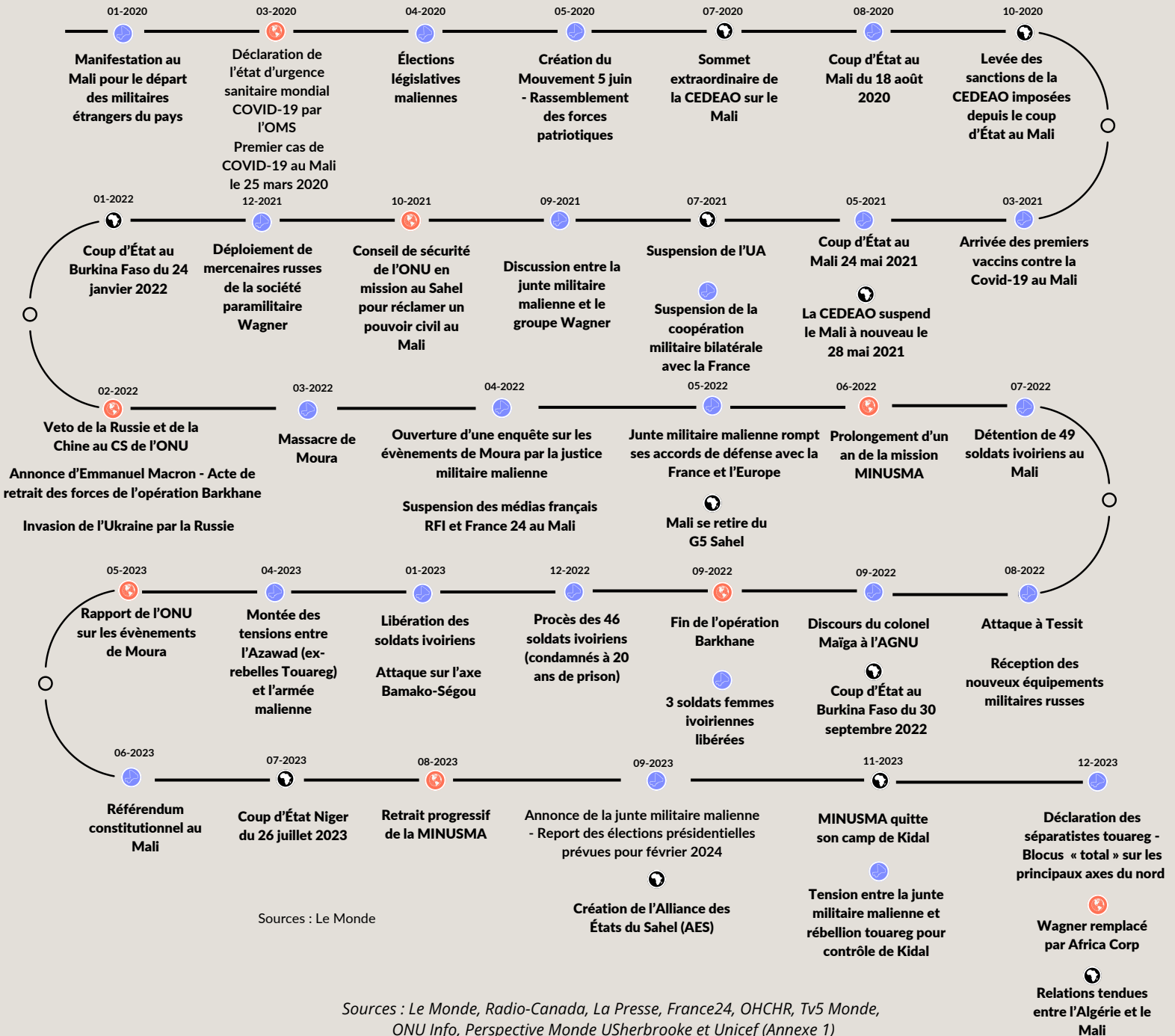


Ligne du temps

La ligne du temps ci-dessous a été créée afin de faciliter la compréhension de l'analyse et de démontrer que certaines tendances ont été davantage prédominantes lorsque des événements importants se sont produits au Mali. Des références à cet égard apparaissent dans l'analyse.

Figure 9 : Ligne du temps de l'actualité au Mali (2020-2023)

Légende



Sources : Le Monde, Radio-Canada, La Presse, France24, OHCHR, Tv5 Monde, ONU Info, Perspective Monde USherbrooke et Unicef (Annexe 1)

Analyse des résultats

LA SPHÈRE MILITAIRE (PRÉDOMINANCE À LA VIOLENCE)

THÈMES DOMINANTS	2020	2021	2022	2023
OPÉRATIONS MILITAIRES - 44(63)	3	20	18	22
SURARMEMENT DU MALI - 18(23)	0	8	9	6
TERRORISME - 41(41)	5	14	14	8
ÉVÈNEMENTS DE MOURA - 3(5)	0	0	2	3
UKRAINE-RUSSIE - 6(6)	0	0	4	2

SOMMAIRE

Nb d'articles

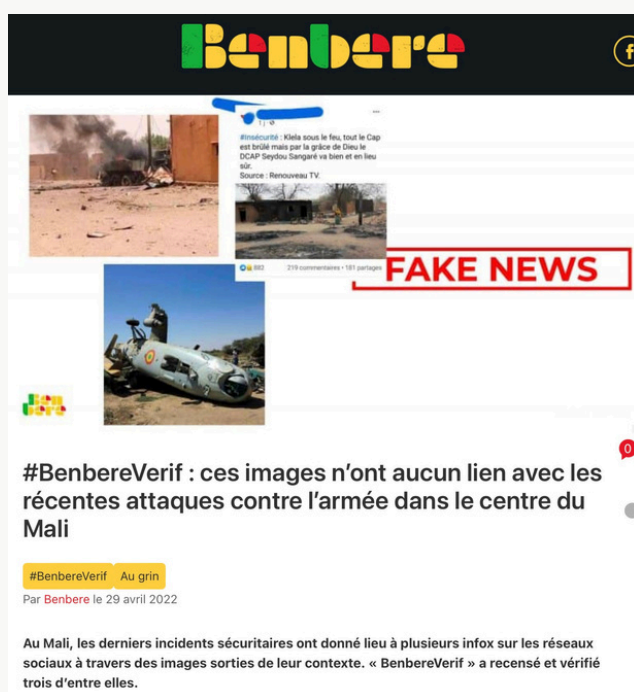
112(136)

Le tableau ci-haut affiche les résultats concernant la sphère militaire (prédominance de la violence). Les résultats de l'analyse ont permis de dégager plusieurs récits sur les opérations militaires, la lutte contre le terrorisme et le renforcement militaire (surarmement) au Mali. Cela reflète la réalité de l'instabilité de l'État et l'omniprésence de la violence sur le territoire. Près de la moitié des articles abordent ces thématiques ; elles sont présentes dans 112 des 296 articles du corpus, 44 concernaient les opérations militaires, 41 le terrorisme, 18 le surarmement, 6 la guerre Ukraine-Russie et 5 les événements de Moura. La transversalité des thèmes est particulièrement apparente lorsqu'il est question d'opérations militaires, en raison des références d'encodage plus volumineux.

Dans la littérature, cette tendance est identifiée, reliant le contexte d'instabilité géopolitique à la prolifération de la violence. Dans la dynamique du continuum de co-construction, la violence physique est intrinsèquement liée à des formes de violence symbolique et culturelle qui la justifie (Féron 2024).

Opérations militaires

Figure 10 : Exemple de *fake news* sur le site Benbere Verif



Source : BenbereVerif 2022

Aux termes du codage, les données extraites révèlent la présence de plusieurs articles traitant d'opérations militaires. Ils semblent viser l'évocation d'un sentiment négatif face à l'ingérence française au Mali. Les contenus partagés sur les réseaux sociaux utilisent des termes visant à attiser l'hostilité des Maliens envers la France, leur pays anciennement colonisateur. Les principaux sentiments évoqués dans l'analyse traitant des opérations militaires sont la vigilance et l'outrance. Le discours qui suscite la vigilance utilise de faux récits afin de décrédibiliser la France.

L'outrance est plutôt provoquée par l'utilisation d'images choquantes, souvent hors contextes. Les techniques de désinformation sur les opérations militaires incluent la falsification de récits d'attaques ou de bombardements. Le nombre de victimes décédées ou blessées est généralement erroné et la responsabilité est attribuée aux militaires français et à leur ingérence. Certains récits à l'égard du conflit Russie-Ukraine sont présents, mais très rarement. De nombreux articles visent à discréditer les troupes françaises, mais également les troupes américaines ou celles de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Elles sont présentées comme agissant en opposition au Mali et à ses intérêts et sont maintenant considérées comme une partie activement impliquée dans les conflits.

Dans quelques occurrences, les résultats ont permis d'identifier un acteur et/ou des évènements précis, dans le cas échéant, la mission MINUSMA et les évènements dans le village de Moura en 2022.

MINUSMA

La MINUSMA est une actrice récurrente présente dans le corpus, mais cette tendance narrative spécifique n'a pas été observée de manière claire et définie. Un article d'*AFP Factuel* datant de décembre 2023 couvre une série de publications sur *Facebook* et *X* affirmant que les images d'un véhicule en flamme représentaient la destruction par la MINUSMA de son propre matériel qu'elle aurait été incapable d'emporter avec elle à l'extérieur du pays (Mayag 2023).

Figure 11 : Exemple d'une publication facebook



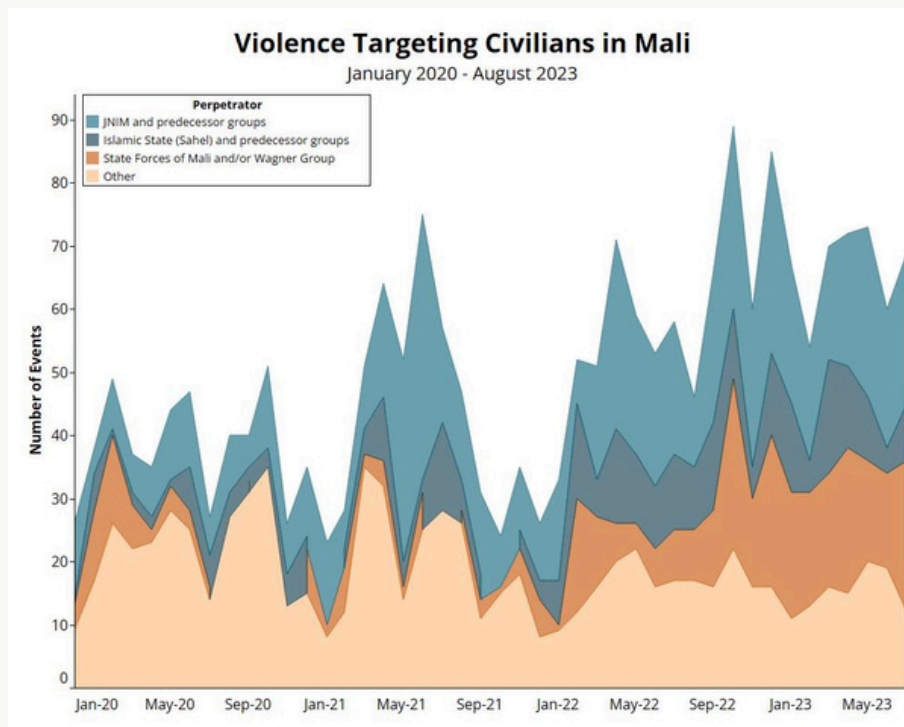
Source : Mayag 2023

La frustration exprimée par l'auteur de la publication ci-dessus ne concorde pas complètement avec les narratifs déjà observés sur la MINUSMA. Elle s'inscrit plutôt dans la tendance déjà observée, soit les sentiments répandus de frustration et de colère face à l'échec perçu, dû à des décennies d'intervention étrangère.

Ces sentiments à l'égard de la MINUSMA sont déjà documentés dans la littérature (Trithart 2022, 1). Selon un rapport de 2022 de l'*International Peace Institute*, la désinformation à propos de la MINUSMA soutient que la mission de paix participe à des attaques sur des civils, que les soldats pillent les ressources naturelles maliennes et qu'ils collaborent avec les groupes djihadistes (Trithart 2022, 3).

L'envenimement des tensions entre les soldats français et la MINUSMA s'est exacerbé lorsque la junte militaire, à la recherche de partenaires alternatifs, a entamé des négociations et subséquemment signé un accord avec la Russie permettant le déploiement des forces du groupe Wagner sur le terrain en décembre 2021 (International Crisis Group 2024, 2). Une corrélation entre l'augmentation de la désinformation en matière de sécurité peut être en partie expliquée par la présence de mercenaires russes au Mali et le retrait des troupes françaises (Trithart 2022, 4). Malgré les affirmations du groupe Wagner, qui se définit comme un soutien à la paix et la stabilité dans la région, 29 % des attaques sur les civils depuis 2022 étaient perpétrées par les forces maliennes et ce groupe (ACLED 2023). Le tableau ci-dessous représente la violence perpétrée contre les civils.

Figure 12 : Fiche d'information : Les attaques contre les civils se multiplient au Mali alors que la sécurité se détériore dans tout le Sahel



Source : ACLED 2023, « Fact Sheet : Attacks on Civilians Spike in Mali as Security Deteriorates Across Sahel ».

Évènements de Moura

Cet évènement se démarque à cause du nombre de civils tués. Les deux premiers articles ont été publiés peu après les évènements et abordent la saisie d'armes. Ils rapportent les propos d'un communiqué de l'armée malienne soutenant avoir neutralisé 203 terroristes entre le 23 et le 31 mars 2022. L'enquête demandée sur la mort de civils durant l'opération y est soulignée. Les articles de juin 2023 concernent plutôt le rapport qui a été produit par l'ONU confirmant la mort de plusieurs civils. Le récit apparaît durant deux périodes distinctes, soit lors des évènements, et à la sortie du rapport du Haut-commissariat des droits de l'homme de l'ONU Nations Unies (OHCHR). Le tableau ci-dessous reflète cet élément de l'analyse.

SITE	DATE	TITRE
AFP FACTUEL	15/04/2022	Attention, cette image ne montre pas des armes saisies par l'armée malienne
PESA CHECK	27/04/2022	INTOX : L'armée malienne n'a pas saisi ces armes à Moura
BENBERE VERIF	17/06/2023	#BenbereVerif : les tendances des fausses informations du mois de mai au Mali
PESA CHECK	30/06/2023	CONTEXTE MANQUANT : La Russie et la Chine ne se sont pas opposées à une demande d'enquête indépendante sur Moura au Mali en mai 2023
BENBERE VERIF	10/06/2023	#BenbereVerif : faux, l'ambassadrice des États-Unis au Mali n'a pas été sommée de quitter le pays

Dans la littérature, le rapport produit par le OHCHR et publié en mai 2023 établit les faits sur le massacre de Moura entre le 27 et le 31 mars 2022. Les autorités maliennes soutenaient que l'opération militaire était une mission antiterroriste contre le groupe Katiba Macina, affilié au groupe d'Al Qaeda *Jama'a Nusrat Ul-Islam wa al-Muslimin* (JNIM) (OHCHR 2023, 11). Les conclusions du rapport établissent que les Forces armées maliennes (FAMA) et le personnel militaire étranger (groupe Wagner) ont exécuté au moins 500 personnes afin de les empêcher de fuir le village en plus de souligner des motifs de croire qu'ils auraient également perpétré des viols et d'autres formes de violences sexuelles à l'égard de 58 femmes et jeunes filles (OHCHR 2023, 32).

Terrorisme

L'analyse du corpus supporte un lien entre les opérations militaires et le terrorisme. Plusieurs articles présentent les militaires de la France comme étant soit alliés des groupes djihadistes, soit leur fournissant des fonds ou du matériel. Or, les articles sur la lutte contre le terrorisme suscitent un sentiment plus positif, mettant de l'avant des récits de captures de terroristes, ce qui renforce le sentiment de sécurité nationale. Ces captures sont principalement attribuées aux FAMA et au gouvernement de transition. Il n'y a pas de mention des forces armées françaises, à l'exception de quelques articles sur le site *MaliCheck*.

Selon la littérature, la lutte contre le terrorisme est un enjeu de première importance au Mali. Dans son livre *Gouvernance and Intervention in Mali* paru en 2024, Suzanna D. Wing souligne que les FAMA priorisent cette lutte, mais que les attaques terroristes ont augmenté depuis l'arrivée de la junte au pouvoir (Wing 2024, 85). Corine Dufka, directrice de la région du Sahel chez *Human Rights Watch* (HRW), explique que le leadership de l'armée malienne encourage plutôt un profilage ciblé par les soldats à l'égard de la population, causant un nombre élevé de victimes civiles (HRW 2022).

Wing souligne qu'il est difficile de discerner ce qui est considéré comme un groupe terroriste parce qu'il existe des groupes armés non étatiques locaux[8] qui peuvent être identifiés comme tels par les FAMA (Wing 2024, 88).

Figure 13 : Exemple de contenu *hors contexte* sur le site *Benbere Verif*



Source : *Benbere Verif* 2022

[8] Traduction libre de Community-Based Armed Groups (CBAGs). L'auteur utilise ce terme pour inclure les self-defence groups, militias, community-based armed groups, vigilante, groups et self-defense armed non-state actors (Wing 2024, 87)

Ces groupes, fondés sur une base géographique et/ou ethnique, assurent la sûreté et la sécurité dans des communautés qui considèrent que l'armée malienne (ou le gouvernement malien avant 2020) n'est pas en mesure de les protéger. Ils obtiennent donc la confiance de certaines populations, mais leur présence demeure problématique pour une importante partie de la population. Le livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali publié en 2019 souligne que 68 % des personnes interrogées dans le nord du Mali, ces groupes représentent un facteur exacerbant l'insécurité (CONASCIPAL 2019, 27).

Plusieurs groupes djihadistes sont présents sur le territoire. D'ailleurs, la résolution 2100 (2013) du Conseil de sécurité de l'ONU 2100 autorisant la création de la MINUSMA afin d'aider les autorités de transitions maliennes notamment en matière d'enjeux sécuritaires et la résolution 2164 (2014) définissant plus clairement les orientations de la mission abordaient à plusieurs reprises les préoccupations et la nécessité de la collaboration entre acteurs concernant la lutte antiterroriste (CS 2100 2013, CS 2164 2014). Cependant, la mission s'est officiellement terminée le 29 décembre 2023, alors que la junte a exigé le départ des troupes de maintien de la paix sur le territoire malien (ONU 2023).

Le thème transversal de désir d'émancipation de l'occident mentionné en début d'analyse s'observe dans la création d'une alternative à la CEDEAO. Les pays du G3, soit le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dirigés par des juntes militaires, ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES), notamment pour répondre à la menace des groupes terroristes (Powelton 2023). La Charte du Liptako-Gourma officialisant cette alliance, qui a été signée par les présidents respectifs le 16 septembre 2023, souligne les réalités politiques, économiques et sécuritaires communes aux trois États. Sur le site officiel du ministère des Affaires étrangères du Burkina Faso, était affiché au-dessus du texte légal, un message expliquant que les trois pays étaient déjà menacés par les insurrections djihadistes et que les militaires avaient pris le pouvoir pour s'épauler mutuellement dans ce combat et dans le contexte de plusieurs sanctions émises par la CEDEAO (Digitèque MJP 2023). En janvier 2024, les membres de l'AES ont annoncé leur retrait de cette dernière et le 6 mars 2024, la création d'une force militaire commune a été annoncée afin de lutter contre les groupes armés terroristes (APA News 2024).

Renforcement militaire et surarmement

Plusieurs articles analysés dans le cadre de cette étude traitent d'un récit de désinformation dans lequel le Mali aurait acquis des capacités militaires plus grandes que celles que le pays possède réellement. Les articles traitant du surarmement du Mali mettent principalement de l'avant la Russie comme acteur émergent dans la région. Le vocabulaire utilisé est favorable aux relations entre Bamako et Moscou. Certains récits affichent une récurrence, notamment la présence des navires de guerre russes destinés au Mali, en escale en Algérie, ainsi que la réception de nouveaux équipements militaires, tels que des avions et des véhicules blindés. Le surarmement et la disproportion des capacités militaires maliennes sont abordés à partir d'août 2021 et la fréquence demeure constante jusqu'en août 2023.

Alors que certains articles portent uniquement sur la prétendue réception par le Mali de matériel militaire (provenant généralement de la Russie), un article d'*AFP Factuel* porte quant à lui sur une réponse qu'auraient émise les États-Unis face à ce surarmement de l'État malien (Lefevre 2023).

Figure 14 : Exemple d'une publication facebook



Source : Lefevre 2023

Cela concorde avec l'actualité considérant que les rumeurs de contrat entre le groupe Wagner et la junte malienne ont commencé à circuler en septembre 2021. Cela a contribué à envenimer les relations déjà fragiles entre le Mali et la France qui considéraient que l'arrivée des mercenaires minerait les efforts de la lutte antiterroriste qu'elle a entamés avec ses partenaires européens (Irish et David 2021). Cette thématique portant sur l'armement du Mali n'avait pas été révélée explicitement par la revue de la littérature effectuée dans le cadre de cette recherche exploratoire.

LA SPHÈRE POLITIQUE

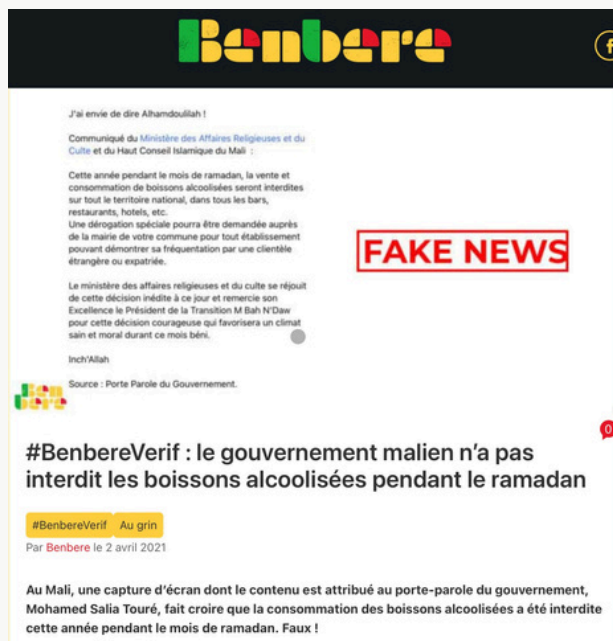
THÈMES DOMINANTS	2020	2021	2022	2023
CONSTITUTION - 9(11)	3	4	3	1
DIPLOMATIE - 24(35)	5	7	16	7
GOVERNANCE - 23(24)	10	8	4	2
INDÉPENDANCE - 10(15)	2	4	2	7
M5-RFP - 5(6)	6	0	0	0
POLITIQUE INTERNE - 7(8)	4	0	3	1
RELATIONS AVEC LA FRANCE OU L'OCCIDENT - 18(26)	2	7	13	4
SOMMAIRE		Nb d'articles	96(125)	

Le tableau ci-haut inclut les données reliées à la sphère politique. Le codage du corpus a permis d'identifier 125 récits de désinformation dans 96 articles de *fact checking*. Il s'agit de la deuxième thématique la plus largement observée dans le cadre de cette étude. Les articles de *fact checking* sur la diplomatie sont les plus courants de cette tendance narrative (24 sur 96 articles) et plusieurs comportent plus d'un récit de désinformation, puisque 35 ont été identifiés. La gouvernance du Mali (23 articles et 24 récits distincts) et les relations du Mali avec l'Occident (18 articles et 26 récits distincts) sont également fortement représentées dans le corpus.

Gouvernance

Les désordres informationnels identifiés dans l'analyse du corpus sur la gouvernance au Mali ont été publiés en 2020 et 2021 et traitent notamment de corruption, de gouvernement de transition ainsi que de changement de chef d'État. Un mouvement de contestation contre Ibrahim Boubacar Kaïta (IBK) a été signalé, marqué par une vaste manifestation organisée par une coalition regroupant des acteurs de la société civile, des représentants religieux et des opposants politiques. Il s'agit du Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) qui représente un mouvement politique opposé à la junte. Des récits supplémentaires indiquent que IBK se serait réfugié au siège de la mission de l'ONU au Mali. De fausses nominations politiques ont été relevées. Il est question de Mohamed Ben Niangadou comme premier ministre de la transition au Mali, de Moussa Traoré comme président du comité de transition, de la démission de Choguel Maïga. Des récits négatifs relevant des dépenses superflues par le Conseil National de la Transition (CNT) tel que l'achat des véhicules haut de gamme. Certaines nouvelles visent des personnalités publiques, dont des rumeurs sur le décès de Soumaïla Cissé, chef principal de l'opposition, et l'arrestation de leaders de l'opposition malienne Choguel Maïga et Sy Kadiatou Sow.

Il est possible d'associer ces récits à des événements de l'actualité qui se sont produits. La période entre janvier 2020 et août 2020 représente la montée des contestations gouvernementales en amont du Coup d'État d'août 2020. Ensuite, les récits font fréquemment référence au gouvernement de transition et dirigeants politiques ayant été démis de leur fonction par la force avant le deuxième Coup d'État le 24 mai 2021. À ce moment, les militaires s'opposaient au remaniement projeté avant les élections démocratiques prévues en 2022.


Figure 15 : Exemple d'une *fake news* sur le site Benbere Verif

Source : BenbereVerif 2021

Dans la littérature, il est estimé que l'accroissement de l'instabilité concorde avec l'indépendance en 1991. Depuis aucune rébellion ni aucun coup d'État n'a permis de réforme ou d'amélioration significative. Malgré l'avenue de la démocratie en 1991 et de la Constitution en 1992, les institutions ne semblent pas avoir été capables de s'adapter pour subvenir aux besoins de la population ni répondre à ses attentes (FMA 2014, 11). L'État est confronté à un effondrement des institutions dans une bureaucratie instable.

Cependant, il est complexe d'analyser adéquatement la bureaucratie de l'État malien, particulièrement lorsqu'il est teinté par une vision occidentale qui favorise le modèle wébérien. La littérature africaniste semble converger vers un même constat: ce modèle ne tient pas compte de « l'historicité, de l'économie morale qui justifie la corruption et des phénomènes de décharges » (Baczko et Dorransoro 2023, 75).

Figure 16 : Les déclarations vérifiées de la junte malienne

 CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE			VÉRIFICATION DES FAITS SUR LES DÉCLARATIONS DE LA JUNTE MALIENNE	
Déclaration de la junte 	Le Bilan 	 / 		
La junte s'est engagée à une transition vers un gouvernement civil.	<ul style="list-style-type: none"> La junte a manqué plusieurs échéances de transition. À ce jour, aucun calendrier n'est en place pour un retour à la gouvernance civile. La nouvelle constitution, adoptée après le référéndum controversé organisé par la junte en juillet 2023, permet à son leader, le colonel Assimi Goïta, de diriger seul la politique du gouvernement et lui donne le pouvoir de dissoudre le parlement. L'annonce par la junte de son retrait de la CEDEAO reporte indéfiniment toutes les échéances de la transition, y compris les élections. 			
La situation sécuritaire s'améliore sous la junte.	<ul style="list-style-type: none"> La violence des militants islamistes s'est considérablement empirée sous le régime militaire. Les morts imputables à la violence des islamistes militants ont pratiquement doublé depuis 2020-2021 (3 539 morts) comparé à 2022-2023 (6 690 morts). La junte a terminé ses partenariats sécuritaires avec le G5-Sahel, la CEDEAO et l'ONU qui fournissaient une assistance financière et matérielle, ainsi que des forces humaines sur le terrain. 			
La junte jouit du soutien populaire des citoyens maliens.	<ul style="list-style-type: none"> L'espace pour les médias et les critiques s'est dramatiquement rétréci sous la junte. Des dirigeants de partis politiques ont dû quitter le pays après avoir exprimé leur opposition à la junte. Leurs partis politiques pourraient être dissous. Les journalistes qui publient des articles critiques de la junte sont enlevés et menacés de mort. 			
La junte représente les intérêts souverains du Mali.	<ul style="list-style-type: none"> La junte est une autorité autoproclamée. Afin de garantir la sécurité du régime, la junte introduit des mercenaires russes moyennant 11 millions de dollars par mois et leur donnant accès aux ressources naturelles du Mali. Les forces russes ont commis plus de 300 actes de violences contre les civils au Mali, soit dans plus des deux tiers de leurs opérations. Puisqu'elle dépend de Moscou pour rester au pouvoir, la junte est aujourd'hui redevable aux intérêts de la Russie. 			
La junte gère bien l'économie.	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions économiques se sont détériorées. Le taux de pauvreté a augmenté de 42,9% en 2019 pour atteindre 45,4% en 2022. 1,3 million de personnes ont besoin d'aide humanitaire, 20% des écoles sont fermées et 2,5 millions de personnes n'avaient pas accès à une couverture santé en 2022. Cependant, l'investissement direct étranger a baissé de 5% du PIB en 2019 à 1,3 % du PIB en 2022. 			
La junte respecte les droits humains.	<ul style="list-style-type: none"> Afin d'éviter le contrôle du comportement de la junte en matière de droits humains, la junte a expulsé le directeur des droits humains de la MINUSMA en février 2023. Dans un rapport de mai 2023 visant à établir les faits, le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU a conclu qu'il existait de fortes indications que plus de 500 personnes avaient été tuées, pour la plupart sommairement exécutées, par des soldats maliens et des militaires étrangers lors d'une opération de cinq jours à Moura, dans le centre du Mali. 			
La junte protège les citoyens.	<ul style="list-style-type: none"> La junte a exigé en juin 2023 que la mission de stabilisation de l'ONU, la MINUSMA, se retire du pays « sans délai ». Le départ de la MINUSMA a créé un vide sécuritaire dans le centre et le nord du pays, diminuant la sécurité pour les citoyens maliens. Les morts de civils imputables à la violence des islamistes militants ont été multipliés par quatre pendant le règne de la junte. 			
La junte soutient un dialogue national.	<ul style="list-style-type: none"> La junte a abrogé l'Accord d'Alger avec « effet immédiat » en janvier 2024. Cela s'est produit après que l'armée malienne a pris le contrôle de la ville à majorité touarègue de Kidal dans le nord du Mali en novembre 2023, en violation de l'Accord d'Alger, et deux semaines après le départ de la région des troupes de la MINUSMA. 			
La junte maintient la justice.	<ul style="list-style-type: none"> Malgré des preuves recueillies par l'ONU sur le massacre de centaines de civils à Moura par des soldats maliens et des mercenaires de Wagner, aucune enquête n'a été ouverte. Les autorités maliennes ont empêché l'ONU d'accéder au site, entravant la justice. 			

Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Évaluer la transition qui n'en est pas une au Mali », 3 février 2024, consulté le 19/05/2024, URL <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2024/03/Malis-Non-Transition-fr.pdf>

M5-RFP

Six articles de 2020 mentionnent le M5-RFP dont cinq ont été publiés avant (ou la journée même) le coup d'État du 18 août 2020. Ce mouvement réclamait, à cette époque, la démission du président de la République, IBK. Plusieurs articles soulignent le leadership de l'Imam Mahmoud Dicko. Ces articles font principalement référence à la désobéissance civile déclenchée le 10 juillet 2020 à la Place de l'indépendance (Bamako) par le M5-RFP et au saccage commis par des manifestants à l'Assemblée nationale. Des bureaux ont été vidés et incendiés. Plusieurs rumeurs de personnes tuées durant les manifestations sont mises en relief. Les articles de désinformation mentionnant le M5-RFP sont affichés ci-dessous.

SITE	DATE	TITRE
MALI CHECK	13/07/2020	Mali : cinq fake news associées aux dernières manifestations du M5 RFP
MALI CHECK	16/07/2020	Mali: Non, la famille présidentielle n'a pas de comptes à la BND
PESA CHECK	02/07/2020	INTOX: L'ONU n'a pas entrepris des sanctions contre les leaders de l'opposition malienne
PESA CHECK	17/07/2020	FAUX: Cette femme n'a pas été tuée au Mali pendant les manifeestations du M5-RFP
PESA CHECK	19/08/2020	FAUX: Des leaders du M5-RFP n'ont pas été arrêtés par la police malienne
AFP FACTUEL	19/09/2020	Non, cette vidéo ne montre pas une bagarre entre membres du M5-RFP au Mali

Le mouvement est abordé à quelques reprises dans la littérature. Bakay Fouraba Traoré, doctorant en Science politique, a rédigé un essai retraçant la genèse des contestations qui ont mené à la formation de cette « Coalition hétéroclite de chef religieux, de la société civile et d'hommes politiques » (Traoré 2020, 7). Il souligne également que le meneur principal (mais non le seul) de cette opposition politique réclamant le départ de IBK, de ces contestations est l'Imam Mahamoud Dicko, ancien Président du Haut Conseil Islamique du Mali (Traoré 2020, 8). Selon certains articles d'actualité, il serait l'une des rares personnes à sembler pouvoir mobiliser la population dans un contexte de régime militaire (OBO 2024). Cela n'apparaît toutefois pas dans la littérature scientifique. Au départ, avant le coup d'État d'août 2020, Dicko soutenait les putschistes pour ensuite se distancer et devenir l'une des principales critiques junte malienne, critiquant la Constitution adoptée en 2023 et plaidant pour un retour des civils au pouvoir (OBO 2024).

Figure 16 : Exemple d'une fake news sur le site AFP Factuel



Source : AFP Factuel 2020

Diplomatie

Les fausses nouvelles présentes dans le corpus abordant la diplomatie internationale, en incluant la relation avec l'occident et la politique interne, suggèrent notamment que le Mali aurait pris la décision de se retirer de la CEDEAO en raison des tensions dans ses relations avec l'organisation régionale. Une autre affirmation concerne Malick Diaw, Colonel des forces armées maliennes et président du Conseil National de la transition du Mali, qui aurait été expulsé du parlement de la CEDEAO. D'autres contenus suggèrent la création d'une monnaie malienne et le retrait du Mali de l'UEMOA. Il est également véhiculé qu'il existe un désaccord persistant sur la durée de la période de transition.

Dans l'actualité, M5-RFP s'est fait plutôt discret jusqu'au début de l'année 2024. Ce retour à l'agenda malien semble avoir été précipité par des divisions au sein du mouvement (APA News 2024). Choguel K. Maïga, alors président du comité stratégique, a été forcé de démissionner. Le mouvement s'était déjà fractionné en 2022 lorsque certaines figures importantes ont créé une nouvelle organisation appelée M5-RFP Mali Kura et avait dénoncé les agissements de Maïga en plus de se retourner contre la junte au pouvoir (APA News 2024).

Figure 17 : Exemple d'une fake news sur le site AFP Factuel



Source : AFP Factuel 2022

Des allégations circulent selon lesquelles des manifestants maliens auraient saccagé l'ambassade du Burkina Faso à Bamako. La nationalité nigérienne de Mohamed Bazoum est également remise en question dans ces faux récits. Enfin, des rumeurs impliquent le soutien de l'armée malienne au pouvoir par l'ancien président étatsunien Barack Obama et par la vice-présidente actuelle des États-Unis, Kamala Harris. Finalement, l'arrestation de 49 soldats ivoiriens qui ont été incarcérés au Mali, soupçonnés d'être des mercenaires par la junte a fait l'objet de plusieurs récits de désinformation qui ont participé à la détérioration des relations diplomatiques avec la Côte d'Ivoire.

Les récits à propos de la CEDEAO font écho d'une nouvelle qui était fautive pendant notre cadre temporel, mais qui est aujourd'hui véridique. Le Mali, avec le Burkina Faso et le Niger, s'est effectivement retiré de la CEDEAO, mais en janvier 2024. Les récits de désinformation pouvaient être anticipés, considérant que la passation du pouvoir aux civils est constamment reportée. La transition devait être effectuée en février 2022 à l'origine et depuis, le calendrier planifié est constamment altéré par la junte. À titre d'exemple, en septembre 2023, l'équipe du Colonel Goïta a reporté à une « date ultérieure » l'élection présidentielle prévue en février 2024 (Agence France Presse 2023).

Dans la littérature, notamment dans l'article *Building peace and citizenship through cultural and public diplomacy* rédigé par Cynthia P. Schneider en 2023, le rôle de « pion » du Mali entre la Russie et l'occident (Schneider 2023, 297). Il est notamment question de l'impact de la désinformation et de la manipulation russe sur le coup d'État de 2020 et sur l'arrivée au pouvoir de la junte en exploitant le sentiment anti-français et anticolonial (Schneider 2023, 297). Cela résume bien ce que la plupart des auteurs avancent, mettant de l'avant le rejet de l'occident et le rôle de la Russie, particulièrement par le biais du groupe Wagner (Knight et Leroux 2023, 1).

Indépendance

L'analyse des données recueillies permet d'identifier des tendances de désinformation concernant l'indépendance de certains groupes maliens qui évoquent notamment la prise de contrôle de la ville de Kidal, considérée comme le bastion des rebelles Touaregs, ainsi qu'une prétendue offensive de l'armée malienne pour s'emparer de la ville de Kidal.

L'actualité permet de constater qu'en novembre 2023, l'armée malienne a effectivement repris le contrôle de la ville de Kidal. Cela a donné lieu à une bataille médiatique, particulièrement sur les réseaux sociaux numériques, entre les ex-rebelles touaregs et l'armée malienne, alors que chaque camp donne sa version et cherche à discréditer l'information transmise par l'adversaire en la qualifiant de propagande (Asen 2023).

Le contrôle de Kidal avait par le passé été la pierre angulaire de récits de désinformation au Mali. Selon Tull (2021, 17) :

La reprise du contrôle de [Kidal] par les rebelles a forcé le gouvernement à entamer des négociations avec le MNLA. Pour de nombreux Maliens, cette situation était le résultat direct de la « trahison », de la « complicité » ou de la « collusion » de la France avec le MNLA pour promouvoir la sécession. De fait, la position française a été profondément ambivalente et pour le moins illisible. L'argument du Quai d'Orsay selon lequel la priorité était de lutter contre les groupes terroristes et non d'intervenir dans les affaires maliennes était peu convaincant. Et l'enseignant à l'École nationale supérieure que j'ai rencontré m'a expliqué : « Je pense que, aujourd'hui, la France a peut-être intérêt à clarifier les choses parce que c'est une situation ambiguë. On ne sait pas vraiment quelle est la position de la France. C'est ce qui gêne les Maliens en fait, on ne connaît pas sa position ». Cette difficulté à interpréter une politique française a été un sujet récurrent dans les entretiens.

Dans cet extrait, Tull expose la perception de la population malienne, ou du moins d'une part de celle-ci, en ce qui concerne la France et sa politique étrangère en Afrique. Cette explication concorde avec la tendance narrative de l'indépendance observée dans l'analyse du corpus de cette étude. Le rapport à l'indépendance au Mali dans les récits de désinformations a déjà été établi dans la littérature. Audinet avance que ce narratif était déjà enraciné dans en Afrique de l'Ouest à travers les dénonciations de l'interférence occidentale postcoloniale, spécifiquement de la France, mais qu'il a été utilisé par la Russie dans ses efforts de séduction (ADF 2021). La rhétorique de l'« émancipation » contre les anciennes puissances coloniales » (Roger-Lacan 2023), concept proche de celui de l'indépendance dans ce cas-ci, est quant à elle utilisée afin de mobiliser la population (Roger-Lacan 2023). La méthodologie employée dans le cadre de cette recherche exploratoire n'a cependant pas permis d'observer ce niveau de détail dans la dynamique et l'impact de chaque récit de désinformation.

Constitution

Les principaux récits de désinformation concernant la Constitution malienne incluent la prétendue modification de la langue officielle, une interdiction de toute activité liée à la shisha, des allégations de démission de membres de la Cour constitutionnelle, la fausse nouvelle de légalisation des mariages homosexuels, ainsi que des spéculations sur un couvre-feu à 20h et fermeture des frontières aériennes et terrestres. Les spéculations à cet effet s'accordent avec la réforme du texte constitutionnel qui a été adopté en juin 2023 avec 97 % des voix, affichant un taux de participation de seulement 39,4 % (Aljazeera 2023).

Figure 18 : Exemple d'une fake news sur le site Benbere Verif



Source : Benbere Verif 2021

La fréquence des récits de désinformation en lien avec la Constitution peut s'expliquer par l'attachement des Maliens à la Constitution de 1992 et des tentatives de réformes qui ont toutes échoué. Par exemple, en 2012, sous le gouvernement de Traoré, le projet de réforme a été l'un des facteurs d'insatisfaction menant au coup d'État. Les Maliens sont attachés à la Constitution de 1992 parce qu'ils considèrent que cette constitution avait été créée dans un contexte de consultation à la Conférence nationale de 1992, en engendrant donc sa légitimité (Wing 2015, 452).

Relations avec la France et l'Occident

L'analyse du corpus a permis de dégager plusieurs articles portant sur la relation entre le Mali et la France ou l'Occident. Si la France est la plus souvent ciblée par cette désinformation, elle n'est pas systématiquement la seule actrice dans les récits qui la concernant. La rhétorique employée à l'encontre de la France étant sensiblement la même que celle utilisée dans les récits de désinformation contre la MINUSMA ou les États-Unis, une catégorie plus large a été employée dans le cadre du codage et de la rédaction de ce rapport.

Le tableau suivant illustre les articles traitant de désinformation sur la relation entre le Mali et la France ou l'Occident :

SITE	DATE	TITRE
PESACHECK	17/09/2020	PARTIELLEMENT FAUX: Erdogan n'était pas président de la Turquie lorsqu'il a accusé la France d'être à l'origine de l'insécurité au Mali
AFP FACTUEL	06/10/2021	Ce discours sur l'intervention française au Mali date de 2013
AFP FACTUEL	14/10/2021	Un militaire français n'a pas été arrêté avec deux kilos d'héroïne au Mali
PESA CHECK	05/11/2021	INTOX : Ce n'est pas un membre de l'opération Barkhane qui a été arrêté, mais un citoyen malien-nigérian
AFP FACTUEL	25/01/2022	Le général de Gaulle n'a pas dirigé la France pendant 14 ans sans élection, comme l'affirment ces infox au Mali
PESACHECK	31/01/2022	FAUX: Au Mali, les avions de la Minusma ne sont pas cloués au sol
BENBEREVERIF	02/02/2022	#BenbereVerif : attention à cette vidéo détournée supposée montrer « l'humiliation d'une jeune malienne en France »
AFP FACTUEL	07/02/2022	Non, la ministre française des Armées n'a pas annoncé l'installation de nouvelles bases militaires françaises dans le nord du Mali
PESACHECK	11/02/2022	FAUX : Le gouvernement de transition du Mali n'a pas mis fin aux relations avec la France et la CEDEAO
AFP FACTUEL	25/02/2022	Non, Kamala Harris n'a pas prononcé un message de soutien au Mali lors d'une conférence à Munich
PESACHECK	26/05/2022	PARTIELLEMENT FAUX : La junte malienne n'a pas désigné la France comme étant à l'origine de la tentative de coup d'État de mai 2022
BENBEREVERIF	15/11/2022	#Benbereverif : quatre indices qui prouvent que le Mali n'a pas « dit ses remerciements à la France et à Barkhane »
PESACHECK	30/11/2022	FAUX : Cette vidéo ne montre pas des Français détruisant des véhicules au Mali
PESACHECK	20/07/2023	FAUX : Non, l'ambassadrice des États-Unis au Mali n'a pas été sommée de quitter le pays le 27 mai 2023
PESACHECK	28/09/2023	FAUX : Cette personne n'est pas un citoyen Malien détenu et humilié



ÉCONOMIE

THÈMES DOMINANTS	2020	2021	2022	2023
INFRASTRUCTURES - 7(7)	3	0	0	4
RESSOURCES NATIONALES - 22(24)	6	8	6	4
ÉCONOMIE - 8(8)	0	4	4	0
TRANSPORT - 1(1)	0	0	1	0
SOMMAIRE		Nb d'articles	38(40)	

L'analyse du corpus permet d'identifier 40 récits de désinformation distincts au sein de 38 articles différents. La tendance narrative prédominante dans cette thématique concerne les ressources naturelles, qui sont d'ailleurs nommées « ressources nationales » dans les articles considérés. Cette thématique s'est retrouvée dans plus de la moitié des articles relatifs à l'économie, et est la thématique la plus couverte par les sites de *fact checking* dans les quatre années observées (exception faite de 2023, où se distingue une égalité avec la désinformation portant sur les infrastructures).

La majorité des articles concerne le pillage d'or et aux diamants à la frontière malienne. Quelques acteurs régionaux apparaissent dans certains récits tels que la CEDEAO et le Sénégal. Les quelques articles qui abordent les infrastructures représentent un ensemble d'éléments décontextualisés qui reflète une image positive du Mali. Par exemple, des photos représentant de nouveaux quartiers avec des immeubles récemment construits à Bamako sont en fait tirées d'images de la Californie ou du Japon.

Ressources nationales

Les résultats du codage révèlent que de fausses informations reliées aux ressources naturelles circulent dans l'espace numérique du Mali. Les récits de désinformation portant sur les ressources naturelles maliennes soulèvent régulièrement une exploitation ou un vol par la France, par un autre État occidental, ou par les ressortissants d'un autre État. Cette tendance narrative a permis d'identifier un récit spécifique récurrent selon lequel des soldats français (et américains dans certaines versions) volent ou tentent de voler des lingots d'or maliens.

Le tableau suivant illustre la fréquence avec laquelle ce récit refait surface :

SITE	DATE	TITRE
BENBERE VERIF	07/07/2020	#BenbereVerif : non, ces images ne montrent pas des soldats français « pillant l'or » du Mali
AFP FACTUEL	15/09/2020	Non, ces photos ne montrent pas l'armée française en train de piller de l'or dans le nord du Mali
AFP FACTUEL	10/06/2021	Non, ces photos ne montrent pas des soldats étrangers pillant de l'or au Mali
PESA CHECK	25/06/2021	INTOX : Ces images ne montrent pas des soldats français pillant l'or du Mali
AFP FACTUEL	13/10/2021	Attention, ces photos ne montrent pas que la France est au Mali pour exploiter ses ressources naturelles
PESA CHECK	22/02/2022	INTOX : Cette photo ne montre pas un soldat français avec de l'or au Mali
AFP FACTUEL	13/09/2023	Attention à ces affirmations sur un prétendu pillage de l'or malien par la France

Certaines publications présentent la MINUSMA comme étant une entité ayant droit à un traitement de faveur en matière de ressources de la part d'autres États, ou comme volant des ressources au Mali.

Figure 19 : Image incluse dans l'article « Attention, ces photos ne montrent pas que la France est au Mali pour exploiter ses ressources naturelles » d'AFP Factuel



Source : AFP Factuel 2021

Des affirmations suggèrent également que du pétrole jaillit du sol au Mali, tandis que des informations trompeuses concernant l'agriculture, comme des subventions agricoles et l'importation de tonnes de blés en provenance de la Russie, sont également répandues. De fausses nouvelles signalent des problèmes liés à l'électricité.

Dans la littérature, le traitement de faveur destiné à la MINUSMA a été identifié comme étant la fausse déclaration la plus courante au sujet de la MINUSMA dans un rapport de *l'International Peace Institute* (Trithart, 2022, 3). La prédominance du récit relevant des vols ou des pillages par des pays occidentaux peut s'expliquer par « la méfiance postcoloniale généralisée à l'égard des pays occidentaux accusés de vouloir gouverner et piller l'Afrique sous couvert de l'aider », selon l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan (Olivier de Sardan 2021).

SANTÉ ET CONSIDÉRATIONS SUBSÉQUENTES

THÈMES DOMINANTS	2020	2021	2022	2023
AUTRES - 12(13)	5	6	1	1
COVID-19 - 16(20)	10	7	2	1
DÉMOGRAPHIE - 6(6)	0	4	1	1
ENVIRONNEMENT 1(1)	0	1	0	0
ÉDUCATION - 6(6)	1	3	2	0
SOMMAIRE		Nb d'articles	41(46)	

Le codage du corpus identifie 46 mentions distinctes relatives à la santé et aux considérations subséquentes au sein de 41 articles. Le codage effectué permet de dégager des tendances temporelles, telles qu'une présence plus grande d'articles de *fact checking* couvrant la désinformation portant sur la santé en 2020 et 2021 que durant les années subséquentes. La COVID-19 est le sujet du tiers des récits de désinformation couverts par les sites de *fact checking* mobilisé dans le corpus de cette étude. La pandémie de COVID-19 a été déclenchée dans le troisième mois du cadre temporel de la recherche, un nombre important d'articles aborde la question, plus particulièrement entre la fin du mois de mars 2020 et janvier 2021.

Seulement deux articles du corpus en ont fait mention après cette période. De plus, une accalmie est observée entre mai 2020 et avril 2021, une période qui concorde avec le déclenchement de la pandémie et le moment où la vaccination a débuté. Aucun article d'AFP factuel inclus dans l'analyse n'a traité du sujet. La prolifération de remèdes alternatifs ou « miracles » a été révélée dans l'analyse des données. La prévalence de la désinformation concernant les efforts de vaccination s'est démarquée, créant ainsi un métarécit. D'autres thématiques subséquentes ont été identifiées, soit la démographie, l'environnement et l'éducation.

Covid-19

Les résultats de l'analyse démontrent que les informations fausses ou trompeuses au Mali concernant la COVID-19 sont fréquentes et variées. Les récits suivants affichent une récurrence dans les articles analysés : le déni de l'existence même du virus, la suggestion que le président IBK ait contracté le virus et la diffusion de chiffres erronés sur le nombre de cas lié à la propagation de la COVID-19.

La littérature supporte que le Mali ait été plus affecté par la COVID-19 que les autres pays d'Afrique. Cette difficulté pourrait s'expliquer par la difficulté à mettre en place un protocole efficace à cause du contexte de polycrise actuel, alors qu'il y a très peu de ressources de soins de santé accessibles à la population (Sagaon-Teyssier, Yattasaye et al. 2020, 1). Selon le journaliste et *fact checker* Solo Coulabaly, « les fausses nouvelles reliées à la COVID-19 ont évolué entre mars 2020 et juillet 2021, ayant passé des remèdes alternatifs locaux et du déni d'existence du virus, à des théories du complot à propos des vaccins disponibles » (Ouedraogo 2022, 9). Une étude a été effectuée à la suite de récits circulant dans la région concernant l'hypothèse que l'exposition à la malaria en Afrique Sub-Saharienne pouvait réduire la sévérité des symptômes de la COVID-19 et des échantillons sanguins de Maliens ont été prélevés pendant les périodes où la transmission de la malaria est plus fréquente, le tout pendant la pandémie (Woodford, Sagara et al. 2022, 7). Selon les conclusions, le fait que la malaria provoque une « tolérance » et une atténuation des symptômes de la COVID-19 est une hypothèse intéressante. Toutefois, les résultats démontrent que cette corrélation est « peu probable » (Woodford, Sagara et al. 2022, 7).

Les récits fallacieux qui ont circulé à propos de la santé dans le cadre de cette recherche exploratoire n'étaient pas seulement à propos de la COVID-19, mais s'inscrivent plutôt dans l'enjeu plus large du rejet de la médecine occidentale, associée au néocolonialisme. Selon Olivier De Sardan, la médecine coloniale est associée au « despotisme des forces d'occupation et elle a créé un traumatisme », ce qui engendre la méfiance (Olivier De Sardan 2021). L'accessibilité simplifiée à l'écosystème numérique intensifie le scepticisme à l'égard de la science et l'expression d'opinion peut facilement se substituer à un avis médical d'un expert et l'effet sur les pays en développement est plus perceptible (Opinel 2018). Toutefois, il est difficile de déterminer l'ampleur de l'impact de la désinformation véhiculée sur les réseaux sociaux numériques à propos de la santé à cause de la tradition historique de méfiance (Opinel 2018).

Vaccination

La désinformation vaccinale révélée par les résultats de la recherche comprend des allégations selon lesquelles des tests de vaccins seraient effectués en Afrique au bénéfice de l'Occident, des affirmations selon lesquelles les vaccins contiendraient des particules magnétiques, ainsi que des rumeurs sur l'envoi de vaccins par Bill Gates. Le corpus de la recherche comprenait 20 articles traitant de la COVID-19 et huit abordaient la vaccination.

Figure 20 : Exemple de fake news sur le site de BenbereVerif



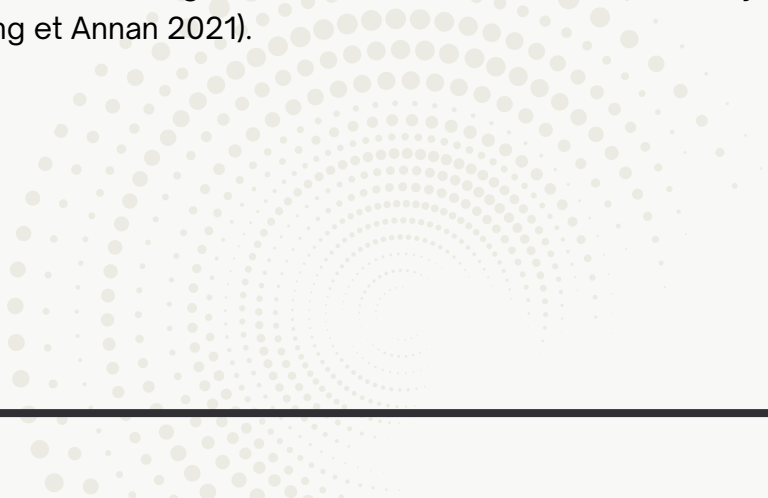
Source : BenbereVerif 2021

SITE	DATE	TITRE
MALI CHECK	31/03/2020	Covid-19 : Bill Gates n'a pas envoyé de vaccin au Mali
MALI CHECK	04/04/2020	Covid19: est-il question de tester un vaccin au Mali?
MALI CHECK	05/04/2020	Mali : personne n'est mort à la suite d'un vaccin anti-COVID-19
MALI CHECK	16/05/2020	Covid-19 : « l'Infox risque d'exclure le Mali des projets de recherche »
BENBERE VERIF	05/04/2020	#BenbereVerif : des écoliers maliens fuyant le vaccin anti-Covid ? Faux !
BENBERE VERIF	13/04/2021	#BenbereVerif : au Mali, quatre infirmières hospitalisées après avoir reçu le vaccin anti-COVID-19 ? Précisions
PESA CHECK	21/04/2021	INTOX : Quatre infirmières n'ont pas été admises à l'Hôpital du Mali pour effets indésirables graves post vaccinaux
PESA CHECK	25/06/2021	INTOX : Le vaccin AstraZeneca administré au Mali est reconnu par l'Agence européenne du médicament

La méfiance à l'égard de la vaccination est présente partout dans le monde, mais pour des raisons différentes. Selon la littérature, en Afrique subsaharienne, l'hésitation vaccinale témoigne surtout d'une posture historique, des doutes reliés à la sécurité du vaccin et à la difficulté à accéder à de l'information claire et fiable. Une étude transversale descriptive sur l'hésitation vaccinale réalisée en 2022 à Gao au Mali, révèle que depuis son émergence, la vaccination a toujours fait face à des oppositions, mais l'avenue des réseaux sociaux a amplifié ce phénomène. (Tila Kebe, Amadou, Diarra, Bakary et al. 2022, 2).

Les controverses sur la vaccination diffusées sur ces plateformes témoignent d'une préoccupation importante reliée à la fertilité des femmes. Une rumeur voulant que la vaccination puisse provoquer de l'infertilité ou une mort « lente et sure », participe au sentiment de peur (Kebe, Diarra, et al. 2022, 7). Dans les milieux ruraux, les récits antivaccins se propagent particulièrement rapidement et un bon exemple concerne une rumeur selon laquelle l'Occident aurait utilisé le vaccin contre la méningite comme prétexte pour stériliser les femmes africaines (Olivier De Sardan 2021).

Certaines études cliniques réalisées en Afrique ont participé à intensifier la méfiance par rapport à la médecine expérimentale. Par exemple, en 1996, le Nigéria, lors d'une épidémie de méningite, la compagnie étatsunienne Pfizer, a administré l'antibiotique Trovan, testé seulement sur des adultes et provoquant certains effets secondaires importants, à 200 enfants (Archibong et Annan 2021). 11 de ces enfants sont décédés et plusieurs autres affichaient des séquelles sévères. Les parents nigériens soutiennent ne pas avoir été informés qu'il s'agissait d'une étude clinique. Les leaders musulmans ont dénoncé cette pratique et leurs propos ont résonné au-delà des frontières nigériennes, notamment au Mali, État majoritairement musulman (Archibong et Annan 2021).



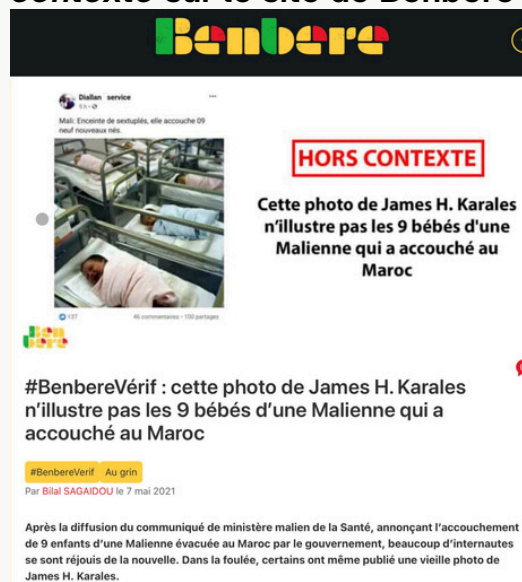
Démographie

Figure 21 : Exemple de *fake news* sur le site de MaliCheck



Source : MaliCheck 2023

Figure 22 : Exemple de *contenu hors contexte* sur le site de BenbereVerif



Source : BenbereVerif 2021

Certaines fausses nouvelles concernant la démographie au Mali circulent, notamment une affirmation selon laquelle les jeunes représenteraient 70% de la population malienne, ainsi qu'un récit faisant état d'une femme malienne ayant donné naissance à neuf bébés. De plus, une nouvelle prétend qu'il y aurait plus d'hommes que de femmes dans toutes les régions du Nord.

Il est possible que cette préoccupation face à la démographie provienne de la diminution du taux de fertilité chez les femmes maliennes. Le Mali a l'un des taux les plus élevés de fertilité dans le monde, alors que les femmes en milieu rural ont une moyenne de 6.8 enfants et en milieu urbain, de 4,9 (Wulifan, Mazalale et al. 2017, 3). Toutefois, en déclin depuis 1987. Le taux était de 7.1 enfants en moyenne à cette époque (Wulifan, Mazalale et al. 2017, 3).

Tendances techniques

Les tendances techniques suivantes ont été collectées et sont incluses à titre indicatif seulement, en raison des limitations méthodologiques.

Figure 23- Technique employée dans le désordre informationnel

TECHNIQUE EMPLOYÉE	NOMBRE D'ARTICLES
ARNAQUE	4
CANULAR (HOAX)	6
COMLOT	4
DÉCONTEXTUALISATION	81
INFOX (FAKE NEWS)	79
INFO VRAIE	2
INTOX	35
RUMEUR	8

L'analyse du corpus révèle que les articles les plus courants sont ceux traitant de récits s'appuyant sur un extrait de texte, d'une vidéo ou d'une image décontextualisée. Les images décontextualisées sont rarement altérées dans le but de convaincre. Par exemple, l'article « Ces images du président du Mali en pleurs datent de juillet 2019 » publié par *AFP Factuel* au mois de juillet 2020 couvre un récit voulant que le président malien de l'époque, Ibrahim Boubacar Keïta, ait fondu en larme en raison de la pression exercée sur lui par un pan de la population souhaitant sa démission.

Il aurait, selon le récit, alors été consolé par le président sénégalais Macky Sall, vidéo à l'appui. Cette vidéo est présentée dans une publication sur *Facebook* comme ayant été filmée durant un événement récent. Or, comme le suggère le titre de l'article, il s'agit plutôt d'une vidéo datant de 2019, tournée lors des obsèques d'une personnalité politique sénégalaise, Ousmane Tanor Dieng (Faire le Cadre 2020).

Figure 24 - Canal de partage du désordre informationnel

CANAL DE PARTAGE	NOMBRE D'ARTICLES
AFRICANEWS	2
AUTRES MÉDIAS	1
FRANCE24	1
JOURNAL TÉLÉVISÉ	1
JOURNAUX MALIENS	2
MÉDIAS SOCIAUX	163
RADIO	1
SITE INTERNET	2
TÉLÉVISION NATIONALE	6
YOUTUBE	4

Les données recueillies dans le cadre de cette étude démontrent que les médias sociaux représentent, dans l'écrasante majorité des cas, le canal de partage du récit de désordre informationnel. Les médias traditionnels sont quant à eux largement moins présents dans le corpus. Un récit peut cependant avoir été partagé dans plus d'un canal, ce que plusieurs articles de vérificateurs soulignent. En raison de l'opacité des méthodes de collecte des récits, même si un article de *fact checking* identifie un canal de partage, il est impossible de déterminer si d'autres canaux ont été utilisés. Pour cette raison, les données compilées dans le tableau ci-dessus apparaissent à titre indicatif. Cependant, elles permettent de démontrer que les vérificateurs de faits analysent davantage de récits de désordre informationnel partagés sur les médias sociaux numériques.

En date de 2023, seulement 7.4 % de la population malienne utilisait les médias sociaux numériques alors que l'échantillon démontre qu'une grande proportion des récits de désinformations ont été partagés par ces plateformes. Il est également possible que ces valeurs indiquent la facilité avec laquelle les vérificateurs de faits sont en mesure d'accéder aux récits qu'ils seront appelés à traiter sur leur plateforme.

Si ces données sont interprétées comme traduisant un haut niveau de désinformation sur les plateformes de médias sociaux, elles n'en sont que plus inquiétantes « car pour nombre de Maliens, les *fake news* sont aujourd'hui du côté des médias traditionnels, légitimes, considérés comme inféodés au politique, tandis que les informations issues des réseaux sociaux les dénoncent et rétablissent la « vérité » (Olivier 2022, 6).

Figure 25 - Médias sociaux

MÉDIA SOCIAL	NOMBRE D'ARTICLES
FACEBOOK	157
TIKTOK	6
X (TWITTER)	25
WHATSAPP	24

Les articles analysés dans le corpus démontrent une prédominance du média social *Facebook* dans les médias sociaux utilisés comme canal de partage. Plusieurs récits sont fréquemment partagés sur *Facebook* uniquement, et repartagés ensuite sur plusieurs autres plateformes. Malgré le gain en popularité des plateformes comme *TikTok* et *X* (anciennement *Twitter*) au Mali, *Facebook* semble rester le principal canal de partage de récits de désinformation. L'analyse par l'entremise de sites de vérificateurs de faits ne permet pas d'établir une corrélation entre le nombre d'utilisateurs d'un média social au Mali et le nombre des récits y étant partagés. Il est également possible que la proportion d'articles attribués à *Facebook* soit le résultat de la méthodologie des vérificateurs de faits.

Figure 26 – Technique de vérification des faits employée par les *fact checkers*

CANAL DE PARTAGE	NOMBRE D'ARTICLES
AUTRE SITE DE VÉRIFICATION DE FAITS	2
AUTRES	1
DÉMENTI PAR L'UTILISATEUR	1
ERREUR DE LANGUE	1
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	2
MÉDIAS SOCIAUX	163
OUTIL DE RECHERCHE INVERSÉE	1
RÉPONSE OFFICIELLE D'OI	2
RÉPONSE OFFICIELLE D'ÉTAT	6
URL	4

Dans de nombreux articles analysés dans le cadre de cette étude, les vérificateurs de faits ont identifié la méthode employée afin de vérifier la véracité du récit. Cet ensemble de données démontre d'une part qu'il y a plusieurs façons d'accomplir ce contrôle, mais également, qu'aucune méthode standardisée n'existe pour s'en acquitter. Dans de nombreux cas, un récit partagé sur les médias sociaux numériques sera déconstruit, et ainsi vérifié, dans les commentaires associés à sa publication. Les outils de recherche inversée, typiquement d'image, sont fréquemment exploités. L'utilisation répandue d'images décontextualisées dans les récits démontre la pertinence de cette technique de démystification. Il s'agit de la méthode employée dans la majorité des articles traités par *AFP Factuel*. Les réponses officielles d'organisations internationales ou d'États sollicitées par les vérificateurs de faits servent également d'outils pour déconstruire un récit. Elles sont notamment émises en réponse au gain en popularité d'une publication mensongère ou trompeuse les concernant. Dans de très rares cas, l'utilisateur d'un réseau social numérique à l'origine d'une publication trompeuse dément lui-même le récit.

Aucun créateur de contenu spécifique n'a été le sujet d'une récurrence assez importante pour justifier une analyse approfondie. La méthode employée dans le cadre de cette recherche n'a pas permis de confirmer ou d'infirmer l'influence de la « galaxie Prigojine » (Audinet, Le Meitour *et al.* 2023), du Groupe Panafricain pour le Commerce et l'Investissement (Soto-Mayor, Mare *et al.* 2023) ou des fermes de « trolls » affiliées à la Russie dans la construction ou la dissémination des récits du désordre informationnel analysés. La trop grande diversité des créateurs ou des auteurs de contenu ne signifie pas cependant l'absence de cette influence. À cet effet, l'absence de récurrence peut également être expliquée dans la nature même des fermes de « trolls » ou par la sous-traitance médiatique observée dans l'écosystème informationnel malien (Audinet Le Meitour *et al.* 2023). À cet effet, les acteurs russes n'auraient qu'un rôle de soutien dans la création de contenu de désordre informationnel (Soto-Mayor *et al.* 2023) La création des publications par des auteurs ou des acteurs locaux permet une apparence d'authenticité (Clifford et Gruzd 2022, 10). La méthode employée n'a pas non plus fait ressortir la propagande et la désinformation de l'État islamique observée dans la littérature (Biao 2023).

Limites méthodologiques

Le corpus de sources secondaires se doit d'être précisé afin de pouvoir extraire les métarécits de désinformation. Dans une perspective pragmatique, le caractère exploratoire de ce rapport est à souligner. Cette analyse préliminaire ne permet pas de répondre pleinement à l'objectif de la recherche, qu'est l'identification des métarécits. Une limite méthodologique distincte à l'analyse de données secondaires se présente lors de l'opérationnalisation des variables. Il est essentiel de se référer à une revue de littérature afin de dégager des liens pertinents et de préserver un sens critique. L'accumulation des diverses données à travers le temps et plusieurs canaux médiatiques soulèvent des difficultés lorsque plusieurs variables doivent être considérées.

Le traitement d'une sélection restreinte de données dans le logiciel NVivo permet cependant d'appliquer la méthode de recherche et d'en démontrer le fonctionnement.

La période circonscrite pour traiter les données extraites des sites de *fact checking* engendre aussi des défis liés à l'opérationnalisation du projet. Cette limite temporelle nécessite une prudence dans l'analyse. Le travail des *fact checkers* permet de déduire de grandes tendances, sans toutefois assurer une exhaustivité.

Ce type de rapport exploratoire engage les chercheurs à adopter une méthodologie sous le format « essai/erreur ». En rétrospective, l'instauration d'une phase exploratoire impliquant une phase test de 50 à 100 articles choisis aléatoirement, conformément à la période définie de 2020 à 2023, aurait offert une opportunité de préciser la grille d'analyse. Il est pertinent de souligner qu'une fois le processus de codage entamé, les modifications substantielles à la grille d'analyse deviennent inefficaces, en raison des contraintes.

La difficulté du projet se présente dès le départ puisqu'il n'existe pas de consensus des termes de désinformation dans la littérature scientifique. Dès lors, la méthodologie se voit grandement affectée. Il est difficile d'appliquer une grille d'analyse en se basant sur des théories à définir (par exemple : la subjectivité derrière l'intention de tromper de la désinformation). Les sites *fact checking* utilisent des vocabulaires différents, ce qui est un obstacle à la codification. Quelques définitions s'entremêlent telles que les termes *infox*, *intox*, *hors contexte*, *décontextualisation* ou encore, *fake news*. Il est donc inadéquat de se baser sur la terminologie de ces derniers. Il serait plus scientifiquement justifiable d'utiliser la terminologie de la littérature scientifique et de la préciser lors de la grille d'analyse.

Afin d'établir une méthodologie efficace, il est essentiel de distinguer les sources primaires des sources secondaires. D'une part, les données primaires, c'est-à-dire les nouvelles de désinformations, permettent de relever les grandes tendances propagées dans la région. D'autre part, il est intéressant d'analyser les données de sources secondaires telles que les récits publiés sur les sites de *fact checking* et les techniques de démystification qu'ils utilisent.

Ceux-ci tentent d'analyser les techniques de désinformation en abordant les acteurs impliqués, le canal de partage et le contexte de cette nouvelle de désinformation. Pour cette raison, une grille d'analyse distinguant ces deux types de sources offre l'opportunité de limiter les biais cognitifs. De plus, une méthodologie rigoureuse limite les corrélations erronées.

L'utilisation de sources secondaires, telles que les articles de *fact checking*, introduit également une limitation dans l'analyse narrative. Dans leurs articles, les *fact checkers* cherchent à informer le lecteur de la véracité de l'information diffusée, mais ne s'attardent pas forcément au narratif entourant l'information qu'ils vérifient. De plus, ces articles tendent à présenter un faible nombre d'exemples de source primaire, alors qu'une grande quantité d'informations narratives réside dans la pluralité des publications de sources primaires.

Le volet exploratoire représente un défi, car il est nécessaire de préciser les ambitions du projet tout en préservant un caractère réaliste. Par conséquent, le piège d'effectuer un codage trop élaboré incluant un nombre élevé de catégories se présente, diluant ainsi son efficacité. Il est essentiel de limiter les catégories de codage afin d'obtenir des résultats précis, mais également pour respecter un agenda réaliste.

Il aurait été intéressant d'effectuer une analyse comparative entre l'information réelle donnée (sources primaires) et l'information analysée par les *fact checkers* (sources secondaires) afin de relever les similitudes et les différences entre les informations. Ce rapport exploratoire s'est exclusivement concentré sur les éléments relevés par les *fact checkers*, reflétant les informations que ces derniers jugent importantes. Par conséquent, il est essentiel de considérer la subjectivité des *fact checkers* en tant que contrainte méthodologique significative.

L'examen des tendances de récurrence des *fake news* pourrait être pertinent. Il est possible de constater que la même image est partagée à plusieurs reprises sur divers canaux de communication pour alimenter plusieurs récits connexes, mais pas identiques. Cette recherche exploratoire s'est plutôt concentrée sur les créateurs de désinformation, notamment les pages *Facebook*, les comptes *X (Twitter)* et les comptes *YouTube*.

Certains *facts checkers* détaillent leur technique de démystification, alors que d'autres sont beaucoup moins explicites. En comparaison, *PesaCheck* procède à une catégorisation des nouvelles de désinformation : intox, truquée, satire, partiellement faux et faux. Le site *AFP Factuel*, quant à lui, utilise les termes : faux, infondé, trompeur, contexte manquant et arnaque. Les *fact checkers* de *Pesa Check* et de *AFP Factuel* rédigent leurs articles en expliquant le contexte historique de la nouvelle de désinformation, ainsi que les outils de démystifications utilisés. Globalement, les *fact checkers* des sites de *MaliCheck*, *BenbereVerif* et *Oubangui Check* utilisent les termes *infox*, *intox*, *fake news* et *hors contexte* sans expliquer les critères de démystification.

Il serait pertinent de comparer les outils de démystifications afin d'évaluer leur efficacité. À première vue, les recherches d'images inversées, la recherche par mots-clés sur *Google* (ou autre moteur de recherche) et les recherches sur les médias sociaux sont les moyens les plus favorisés chez les *fact checkers*.

Il n'a pas été possible de mener d'entrevues avec des vérificateurs de faits dans le cadre de cette recherche. Plusieurs limites à l'analyse technique soulevées dans la section précédente résultent de l'opacité des méthodes de travail de ces vérificateurs.



Conclusion

Cette recherche exploratoire visait à offrir un cadre analytique permettant de mieux cerner les enjeux en lien avec les différents désordres informationnels au Mali. L'émergence des sites de *fact checking* ou vérificateur de faits participant à contrer la désinformation sur le territoire malien. Cependant, à notre connaissance et au terme d'une revue de littérature, aucune recherche n'existe permettant d'analyser leur contenu pour identifier les métarécits de désinformation circulant dans l'écosystème médiatique. En analysant le contenu des articles publiés sur les sites des vérificateurs de fait, il est possible d'extraire les grands termes reliés aux tendances narratives, sans toutefois être en mesure d'identifier précisément les acteurs impliqués. Ces sites sont des sources d'informations secondaires n'étant pas régies par une méthodologie uniformisée. Selon la littérature, les vérificateurs de fait effectuent un travail important pour contrer la désinformation, néanmoins, en l'absence de validation de leur méthodologie, ces sites ne représentent pas une source de donnée crédible pour des fins d'analyse. Dans cette optique, deux solutions apparaissent : effectuer une recherche qualitative en intégrant des entrevues avec les vérificateurs de faits pour valider la nature de leur processus ou exécuter une recherche quantitative en se concentrant uniquement sur les données primaires présentes dans les articles.

Bibliographie

- ADF, 2021, « Russian Path to Mali Paved With Disinformation », *Africa Defense Forum*, 15 décembre, consulté le 20/03/2024, URL <https://adf-magazine.com/2021/12/russian-path-to-mali-paved-with-disinformation/>
- Admire, Mare, Hayes Mawindi Mabwezara *et al.*, 2019, « “Fake News” and Cyber-Propaganda in Sub-Saharan Africa: Recentering the Research Agenda », *African Journalism Studies*, vol. 40, no. 4, 1-12, consulté le 20/03/2024, DOI: 10.1080/23743670.2020.1788295
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 2023, *Évaluation de l'Écosystème numérique par pays (DECA) : Mali*, consulté le 19/03/2024, URL https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-06/Mali_DECA_French.pdf
- Agence France Presse, 2023, « La junte au Mali repousse encore le retour des civils au pouvoir », *Le Devoir*, 25 septembre 2023, consulté le 20/03/2024, URL <https://www.ledevoir.com/monde/afrique/798755/junte-mali-repousse-encore-retour-civils-pouvoir>
- Aljazeera, 2023, « Malians approve amendments to constitution in referendum », *Aljazeera*, 23 juin 2023, consulté le 16/03/2023, URL <https://www.aljazeera.com/news/2023/6/23/mali-approves-constitutional-amendments-in-a-referendum>
- Anna, Kristen et Mohamed Keita, 2023, « Russia's influence in Mali », Human Rights Foundation, 11 août 2023, consulté le 19/03/2024, URL <https://hrf.org/russias-influence-in-mali/>
- Kebe, Amadou Tila, Bakary Diarra *et al.*, 2022, « L'hésitation vaccinale et ses déterminants chez les parents d'enfants de moins de cinq ans dans la ville de Gao, au Mali en 2021 », *PAMJ – One Health*, 19 octobre 2022, vol. 9, no. 14, pp. 1-13, consulté le 16/03/2024, URL <https://www.one-health.panafrican-med-journal.com/content/article/9/14/pdf/14.pdf>
- APA News, 2024a, « Alliance des États du Sahel: création d'une force conjointe antiterroriste », *APA News*, 7 mars 2024, consulté le 08/04/2024, URL <https://fr.apanews.net/news/alliance-des-etats-du-sahel-creation-dune-force-conjointe-antiterroriste/>
- APA News, 2024b, « Au Mali, des divisions internes affectent le M5-RFP », *APA News*, 6 mars 2024, consulté le 11/04/2024, URL <https://fr.apanews.net/news/au-mali-des-divisions-internes-affectent-le-m5-rfp/>
- Archibong, Belinda et Annan, Francis, 2021, 'We Are Not Guinea Pigs': *The Effects of Negative News on Vaccine Compliance*, 27 juillet 2021, 52, consulté le 12/04/2024, URL <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3765793>
- Arenstein, Justin, 2022, « The Truth is Out There », *IRS: Online Life is Real Life*, 29/08/2022, consulté le 12/10/2023, URL <https://irlpodcast.org/season6/episode4/>
- Armed Conflict Location and Event (ACLED), 2023, « Fact Sheet : Attacks on Civilians Spike in Mali as Security Deteriorates Across the Sahel », ACLED, 21 septembre, consulté le 08/04/2023, URL <https://web.archive.org/web/20231012083140/https://acleddata.com/2023/09/21/fact-sheet-attacks-on-civilians-spike-in-mali-as-security-deteriorates-across-the-sahel/>
- Asen, Elisabeth, 2023, « La bataille médiatique s'intensifie au Mali », *DW Global Media Forum*, 23 novembre 2023, consulté le 16/03/2024, URL <https://www.dw.com/fr/mali-armee-ex-rebelles-touaregs-reseaux-sociaux/a-67528017>
- Audinet, Maxime, 2021, « Le lion, l'ours et les hyènes : acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone », IRSEM, consulté le 10/04/2024, URL <https://www.irsem.fr/media/5-publications/etude-irsem-83-audinet-le-lion-ok.pdf>
- Audinet, Maxime et Colin Gérard, 2022, « Les « libérateurs » : comment la « galaxie Prigojine » raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel », *Le Rubicon*, 15 février, consulté le 20/03/2024 URL <https://lerubicon.org/la-galaxie-prigojine-promoteur-de-wagner-au-sahel/>
- Audinet, Maxime et Emmanuel Dreyfus, 2022, *La Russie au Mali : une présence bicéphale*, Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), septembre 2022, consulté le 19/03/2024
- Audinet, Maxime, Eloïse Fardeau Le Meitour *et al.*, 2023, « L'appareil de désinformation russe », *Diplomatie*, no.124, 70-72, consulté le 20/03/2024, URL <https://www.jstor.org/stable/48749762?seq=1>
- Avocats sans frontières, 2022, « Les libertés d'opinion, d'expression et de presse: des droits fondamentaux en danger au Mali », *Avocats sans frontières*, consulté le 18/12/2023, URL <https://asfcanada.ca/medias/les-libertes-dopinion-dexpression-et-de-presse-des-droits-fondamentaux-en-danger-au-mali/?fbclid=IwAR2dPmdCLOt3J0Pq0mGxzbSUBLNzStk7DAJCBbSxiOq2JotRFZgJLYVLE>
- Baczko, Adam et Gilles Dorronsoro, 2023, « Une révolution bureaucratique avortée. Les énarques et l'État au Mali », *Politique africaine*, vol. 3, no 167, 75-96. DOI <https://dx.doi.org/10.3917/polaf.167.0075>

Bibliographie

- Bako, Habibou, 2022, « Réseaux sociaux et désinformation au Sahel », *Bulletin FrancoPaix*, vol. 7, no. 10, 1-10, consulté le 20/03/2024, URL <https://dandurand.uqam.ca/publication/reseaux-sociaux-et-desinformation-au-sahel/>
- Benabdallah, Lina, 2021, « China's Soft-Power Advantage in Africa », *Foreign Affairs*, 23 décembre, consulté le 12/04/2024, URL <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2021-12-23/chinas-soft-power-advantage-africa>
- Benbere Verif, 2023, consulté le 17/11/2023, URL <https://benbere.org/dossiers-benbere/benbereverif/>
- Bencherif, Adib et Marie-Ève Carignan, 2023, « Exploratory research report on the information environment in a political and security crisis context in the Sahel Region », *NATO Strategic Communications Centre of Excellence*, ISBN: 978-9934-619-38-0
- Bencherif, Adib, 2023, *Conférence sur la désinformation au Sahel*, IV encuentro de periodistas - Africa - Espana, Madrid 26 septembre 2023.
- Berriche, Manon, 2020, « Le fact-checking est-il vraiment efficace? », *SciencesPo*, 7 août, consulté le 17/11/2023, URL <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/de-la-verification-a-la-discussion-les-nombreuses-methodes-de-fact-checking>
- Biao, Claude, 2023, « Is Online Information Power? A Comparative Study of Sahel States' Political Narratives' Dissemination Efforts and Islamic State Affiliates' Narratives. », *Africa Drive for Democracy Conference, Arusha (Tanzania)*, consulté le 20/03/2024, URL <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4608566>
- Center on Foreign Relations, 2023, « Violent Extremism in the Sahel », *Global Conflict Tracker*, consulté le 18/09/2023, URL <https://cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/violent-extremism-sahel>
- Centre d'études Stratégiques de l'Afrique, 2024, « Cartographie de la vague de désinformation en Afrique », 1er avril 2024, consulté le 8/04/2024, URL <https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/>
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2023, « Mali Catastrophe Accelerating under Junta Rule », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 10 juillet 2023, consulté le 09/04/2024, URL <https://web.archive.org/web/20231013143439/https://africacenter.org/spotlight/mali-catastrophe-accelerating-under-junta-rule/>
- Charvin, Baptiste, 2020, *La lutte contre les fausses informations en période électorale face à la liberté d'expression Étude comparée : France/États-Unis*, Université Paris II, consulté le 18/12/2023, URL <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/d478b881-47eb-45cb-b160-98d788f79dcd?inline>
- Clifford, Cayley et Steven Gruz, 2022, *Russian and African Media: Exercising Soft Power*, South African Institute of International Affairs, consulté le 20/03/2024, URL <https://www.jstor.org/stable/resrep40121?seq=10>
- Conroy-Krutz, Jeffrey et Joseph Koné, 2022, « Promise and peril: In changing media landscape, Africans are concerned about social media but opposed to restricting access », *Afro barometer*, 18 février, consulté le 14/12/2023, URL <https://www.afrobarometer.org/publication/ad509-promise-and-peril-in-changing-media-landscape-africans-are-concerned-about-social-media-but-opposed-to-restricting-access/>
- CONASCIPAL 2019, *Livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali*, Gouvernance en Afrique, Février 2019, 38, consulté le 10/04/2024, URL https://www.afrique-gouvernance.net/bdf_document-2040_fr.html
- Dakono, Baba, 2017, « Mali's suspended constitutional review provides vital lessons », Institute for Security Studies (ISS), 30 août 2017, consulté le 16/03/2017, URL <https://issafrica.org/iss-today/malis-suspended-constitutional-review-provides-vital-lessons>
- Digitèque MJP, 2023, Charte du Liptako-Gourma instituant l'Alliance des États du Sahel entre le Burkina Faso, la République du Mali, la République du Niger, 16 septembre 2023, consulté le 2024/04/08, URL <https://mjp.univ-perp.fr/constit/sahel2023.htm>
- Eljarh, Mohamed, 2016, « Les défis et les enjeux dans l'espace sahélo-saharien : la perspective de la Lybie », *Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien*, consulté le 18/12/2023, URL https://pscc.fes.de/fileadmin/user_upload/documents/publications/Les_de_fis_et_enjeux_securitaires_dans_Lespace_Sahelo_Saharien_La_Perspective_de_la_Lybie_new.pdf
- Faivre le Cadre, Anne-Sophie, 2020, « Ces images du président du Mali en pleurs datent de juillet 2019 », *AFP Factuel*, 23 juillet, consulté le 20/03/2024, URL <https://factuel.afp.com/ces-images-du-president-du-mali-en-pleurs-datent-de-juillet-2019>
- Féron, Élise, 2024, Colloque Perspectives féministes de l'international : Comprendre, déconstruire, réinventer, CERIUUM.
- Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali (FMA), 2014, Repenser la gouvernance démocratique au Mali, consulté le 17/03/2024, URL https://base.afrique-gouvernance.net/docs/fma-repenser_la_gouvernance_mali.pdf
- Hassan, Idayat, 2022, « Disinformation Is Undermining Democracy in West Africa », Center for International Governance Innovation, 4 juillet, consulté le 20/03/2024 URL <https://www.cigionline.org/articles/disinformation-is-undermining-democracy-in-west-africa/>
- Haut-Commissariat des Nations Unies, 2023, Rapport sur les événements du 27 au 31 mars 2022, mai 2023, 41 consulté le 08/04/2024, URL <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/mali/20230512-Moura-Report.pdf>

Bibliographie

- Human Rights Watch, 2022, « Mali : Massacre by Army, Foreign Soldiers », *Human Rights Watch*, 5 avril 2022, consulté le 10/04/2024, URL <https://www.hrw.org/news/2022/04/05/mali-massacre-army-foreign-soldiers>
- Initiative Globale pour la Paix et la Sécurité en Afrique (IGPSA), 2022, *Les enjeux de la désinformation en Afrique*, consulté le 18/12/2023, URL <https://igpsa.eu/les-enjeux-de-la-desinformation-en-afrique/>
- International Crisis Group, 2024, « Reorienting Europe's Approach in the Sahel », 30 janvier, consulté 19/03/2024, URL <https://icg-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/2024-02/wl-2024-sahel.pdf>
- International Telecommunication Union, 2021, *Facts and figures*, consulté le 18/12/2023, URL <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/FactsFigures2021.pdf>
- IPIE, 2024, consulté le 12/04/2024, URL <https://www.ipie.info/>
- Irish, John et Lewis David, 2021, « EXCLUSIVE Deal allowing Russian mercenaries into Mali is close – sources », Reuters, 13 septembre 2021, consulté le 10/04/2024, URL <https://www.reuters.com/world/africa/exclusive-deal-allowing-russian-mercenaries-into-mali-is-close-sources-2021-09-13/>
- Jowett, Garth. S. et Victoria O'Donnell, 2012, « Propaganda and Persuasion », 6e édition, Sage Publications, 425.
- Kemp, Simon, 2020, *Digital 2020: Global Digital Overview*, Datareportal, consulté le 19/03/2024, URL <https://datareportal.com/reports/digital-2020-global-digital-overview>
- Kemp, Simon, 2023, *Digital 2023: Global Overview Report*, Datareportal, consulté le 12/04/2024, URL <https://datareportal.com/reports/digital-2023-global-overview-report>
- Kirwin, Matthew, Lassane Ouedraogo *et al.*, 2022, « Fake News in the Sahel: "Afrancaux News" French Counterterrorism, and the Logics of User-Generated Media » *African Studies Review*, Vol 65, No 4, 911 – 938, consulté le 02/10/2023, DOI: <https://doi.org/10.1017/asr.2022.63>
- Knight Tessa et Le Roux, Jean, 2023, The disinformation landscape in West Africa and Beyond, Atlantic Council, 29 juin 2023, 27, consulté le 11/04/2024, URL https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2023/06/Report_Disinformation-in-West-Africa.pdf
- Larousse, 2024, « Intox », *Larousse*, consulté le 12/04/2024, URL <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/infos/188536>
- Lechner, John, 2024, « Is Africa Corps a Rebranded Wagner Group? », *Foreign Policy*, 7 février, consulté le 29 avril 2024, URL <https://foreignpolicy.com/2024/02/07/africa-corps-wagner-group-russia-africa-burkina-faso/>
- Lefevre, Marin, 2023a, « Ces images proviennent d'un jeu vidéo et ne montrent pas l'armée malienne en action », *AFP Factuel*, 25 avril, consulté le 20/03/2024, URL <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.33DT993>
- Lefevre, Marin, 2023b, « Le "surarmement du Mali" dénoncé par les Etats-Unis ? Décryptage d'une confusion sur les réseaux sociaux », *AFP Factuel*, 3 avril, consulté le 12/04/2024, URL <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.33C66UZ>
- Le Monde Afrique avec AFP, 2023, « Au Mali, le nouveau projet de Constitution approuvé à la quasi-unanimité, sur fond de faible participation et d'irrégularités », *Le Monde*, 23 juin, consulté le 17/12/2023, URL https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/06/23/au-mali-le-nouveau-projet-de-constitution-approuve-a-la-quasi-unanimite-sur-fond-de-faible-participation-et-d-irregularites_6178994_3212.html
- Le Roux, Jean, 2022, « Pro-Russian Facebook assets in Mali coordinated support for Wagner Group, anti-democracy protests », Digital Forensic Research Lab, 17 février 2022, consulté le 19/03/2024, URL <https://medium.com/dfrlab/pro-russian-facebook-assets-in-mali-coordinated-support-for-wagner-group-anti-democracy-protests-2abaac4d87c4>
- L'Essor, 2023, « Mali: La Maison de la presse saccagée lors du lancement d'une plateforme politique », *Maliweb*, 20 février, consulté le 12/04/2024, URL <https://www.maliweb.net/societe/mali-la-maison-de-la-presse-saccagee-lors-du-lancement-dune-plateforme-politique-3011859.html>
- MaliCheck, 2024, consulté le 17/11/2023, URL <https://lejalon.com/category/malichcek/>
- Mantzaris, Alexios, 2019, « Vérification des faits (Fact-Checking) 101 », dans Ireton, Cheryl et Posetti, Julie, 2019, « Journalisme, fake news & désinformation : manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme », UNESCO Fondation Hirondelle, consulté le 17/11/2023, URL <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372695>
- Mayag, Monique Ngo, 2023, « La Minusma détruit une partie de ses équipements avant son retrait total du Mali ? C'est vrai, mais attention à cette image décontextualisée », *AFP Factuel*, 26 décembre 2023, consulté le 20/03/2024, URL <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.347B9FJ>
- McQuail, Denis, 2010, *McQuail's Mass Communication Theory*, 5th Edition, Sage Publications Ltd., London.

Bibliographie

- Monnier, Angeliki, Julie Dandois *et al.* « A Typology of Fact-Checking Resources. From False/True Verification to Information Literacy », *Questions de communication*, vol. 43, no. 1, 2023, pp. 297-316, consulté le 17/03/2024, URL <https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2023-1-page-297.htm>
- OBO, 2024 « L'ONU s'inquiète de la dissolution d'ONG au Mali », Tribune de Genève, 14 mars 2024, consulté le 11/04/2024, URL <https://www.tdg.ch/haut-commissariat-aux-droits-de-lhomme-lonu-sinquiete-de-la-dissolution-dong-au-mali-428749115307>
- OCDE et Sahel and West Africa Club, 2023, « Évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest », *Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Éditions OCDE, 67-85, DOI <https://doi.org/10.1787/49ba9de8-fr>
- OED (Oxford English Dictionary), s.d., « Fake news. », *Oxford English Dictionary*, consulté le 15 décembre 2023, URL <https://www.oed.com/view/Entry/67776?redirectedFrom=fake+news#eid1264306660>
- OHCHR, 2023, *Rapport sur les événements de Moura du 27 au 31 mars 2022 (mai 2023)*, consulté le 18/12/2023, URL <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-sur-les-evenements-de-moura-du-27-au-31-mars-2022-mai-2023>
- Olivier, Emmanuelle, 2022, « Réalités du terrain virtuel. Une ethnographie de la crise malienne est-elle possible ? », *Les Cahiers de MaCoTer*, vol. 4, no.1, 1-18, consulté le 20/03/2024, URL <https://hal.science/hal-03508643/document>
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre, 2021, « Le vaccin Covid en Afrique : ce que la science sait et ne sait pas », *Social Science in Humanitarian Action Platform*, 15 janvier 2021, consulté le 16/03/2024, URL <https://www.socialscienceinaction.org/fr/blogs-et-actualites-6/le-vaccin-covid-en-afrique-ce-que-la-science-sait-et-ne-sait-pas/>
- ONEP Niger, 2023, « Lutte contre la désinformation et pour l'intégrité de l'information : Une synergie d'action en vue d'apporter une réponse appropriée à ce fléau », *ONEP*, 7 décembre, consulté le 18/12/2023, URL <https://www.lesahel.org/lutte-contre-la-desinformation-et-pour-lintegrite-de-linformation-une-synergie-dactions-en-vue-dapporter-une-reponse-appropriee-a-ce-fleau/>
- Opinel, Annick, 2018, « Vaccination : pourquoi tant de défiances? », *The Conversation*, 25 novembre 2018, consulté le 16/03/2018, URL <https://theconversation.com/vaccination-pourquoi-tant-de-defiances-107317>
- Organisation des Nations unies, 2020, *Les Nations unies lancent une initiative mondiale pour lutter contre la désinformation*, 21 mai 2020, consulté le 12/10/2023, URL: <https://binuh.unmissions.org/fr/les-nations-unies-lancent-une-initiative-mondiale-pour-lutter-contre-la-d%C3%A9sinformation-2>
- Organisation des Nations Unies, 2023, Mali : Le Conseil de sécurité met fin au Mandat de la MINUSMA, 30 juin 2023, consulté le 9/04/2024, URL <https://press.un.org/fr/2023/cs15341.doc.htm>
- Organisation Internationale de la Francophonie, 2023, « Lutte contre la désinformation », Organisation internationale de la Francophonie, consulté le 12/10/2023 URL <https://www.francophonie.org/lutte-contre-la-desinformation>
- Organisation Internationale de la Francophonie, Observatoire Pharos et Consortium des Journalistes Centrafricains pour la Lutte contre la Désinformation, 2022, Rapport sur la désinformation au Cameroun, en République centrafricaine et en France, consulté le 24/09/2023, URL https://adiscameroun.org/wp-content/uploads/2022/12/Etude_desinformation.docx.pdf
- Ouedraogo, Lassane, 2022, « Mali's fake news ecosystem : an overview », Centre for Democracy & Development, février, consulté le 19/03/2024, URL <https://africaportal.org/wp-content/uploads/2023/06/Fake-News-Mali-2.pdf>
- Parlement européen, 2023, The effect of communication and disinformation during the COVID-19 pandemic, consulté le 12/10/2023, URL: [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/740063/IPOL_STU\(2023\)740063_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/740063/IPOL_STU(2023)740063_EN.pdf)
- Pauli, Carol, 2018, « "Fake News," No News, and the Needs of Local Communities », Texas A&M University School of Law, consulté le 18/12/2023, URL <https://scholarship.law.tamu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2317&context=facscholar>
- PesaCheck, consulté le 17/11/2023, URL <https://pesacheck.org/>
- Powelton, Frédéric, 2023, « Afrique : L'alliance Burkina Faso-Mali-Niger contre la CEDEAO », *Sahel Intelligence*, 9 août, consulté le 12/04/2024, URL <https://sahel-intelligence.com/31680-afrique-lalliance-burkina-faso-mali-niger-contre-la-cedeao.html>
- Regional insights, 2023, Code for Africa, consulté le 15/11/2023, URL <https://regional-insights.org/content/code-africa-0>
- Reporters sans frontières, 2023a, Mali, Afrique, consulté le 18/12/2023, URL <https://rsf.org/fr/pays-mali#legislation-6848>
- Reporters sans frontières, 2023b, « RSF et 29 médias et organisations demandent la fin des atteintes à la liberté de la presse au Mali et au Burkina Faso », RSF, 3 mai, consulté le 18/12/2023, URL <https://rsf.org/fr/rsf-et-29-m%C3%A9dias-et-organisations-demandent-la-fin-des-atteintes-%C3%A0-la-libert%C3%A9-de-la-presse-au-mali>
- République du Mali, 2019, Loi no. 2019-056 du 5 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité, consulté le 30/04/2024, titre 1, chap. 1, art. 2, URL, <https://amrtp.ml/download/loi-n2019-056-du-05-decembre-2019-portant-repression-de-la-cybercriminalite/?wpdmdl=4068&refresh=662bd8583bca21714149464>

Bibliographie

- République du Mali, 2019, Loi no. 2019-056 du 5 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité, consulté le 30/04/2024, titre 2, chap. 2, art. 6, URL, <https://amrtp.ml/download/loi-n2019-056-du-05-decembre-2019-portant-repression-de-la-cybercriminalite/?wpdmml=4068&refresh=662bd8583bca21714149464>
- RFI, 2021, « Mali : pourquoi les négociations entre Bamako et wagner suscitent-elles tant de crispations? », Réseau France Info, 15 septembre 2021, consulté le 08/04/2023, URL <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210915-mali-pourquoi-les-n%C3%A9gociations-entre-bamako-et-wagner-suscitent-elles-tant-de-crispations>
- Roger-Lacan, Baptiste, 2023, « Mali, Niger, Gabon... l'Afrique face aux révolutions kaki, une conversation avec Wassim Nasr », *Le Grand Continent*, 30 août, consulté le 20/03/2024, URL <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/08/30/mali-niger-gabon-lafrique-face-aux-revolutions-kaki-une-conversation-avec-wassim-nasr/>
- Rosenau, Pauline V., 2001, « Postmodernism: Methodology », *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Science* », consulté le 20/03/2024, p. 11868-11872, DOI <https://doi.org/10.1016/B0-08-043076-7/00692-6>
- Sagaon-Teyssier, Luis, Yattassaye, Adam et al., 2020, « The COVID-19 response must integrate people living with HIV needs in Sub-Saharan Africa : the case of Mali », *Tropical Medicine and Health*, 3 juin 2020, vol. 48, no. 41, consulté le 16/03/2024, URL <https://tropmedhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s41182-020-00228-5>
- Sato, Yuko, Felix Wiebrecht et al., 2023, « Disinformation and Episodes of Regime Transformation », *V-Dem Working Paper*, no. 144, 1-44, consulté le 20/03/2024, URL <https://www.ssrn.com/abstract=4569010>
- Schneider, Cynthia P., 2023, « Building peace and citizenship through cultural and public diplomacy », *Journal of Communication Management*, 11 mai 2023, vol. 27, no 2, pp 293-308, consulté le 11/04/2023, URL <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/JCOM-01-2023-0011/full/pdf?title=building-peace-and-citizenship-through-cultural-and-public-diplomacy>
- Secrétariat général du gouvernement du Mali, 2023, *Décret N°2023-0401/PT-RM du 22 juillet 2023 portant sur la promulgation de la Constitution*, consulté le 17/12/2023, URL https://sgg-mali.ml/JO/2023/mali-jo-2023-13-sp-2.pdf?fbclid=IwAR0TX0js0DzbYKsMuBeHNPhx-E-Bwiv7Kg_FPLyZrXwR9TxYapgeSO4zFHQ
- Simon, Joel, Lauria Carlos et al., 2023, *Weaponizing the Law : Attacks on Media Freedom*, Thomson Reuters Foundation, avril, consulté le 19/03/2024, URL <https://www.trust.org/documents/weaponizing-law-attacks-media-freedom-report-2023.pdf>
- Sissoko, Etienne Fakaba et al., 2021, « acceptabilité de la vaccination contre la COVID-19 par les populations du district de Bamako », *Mali Santé Publique*, juillet-décembre 2021, vol. XI, no. 2, pp. 31-36, consulté le 16/03/2024, DOI: 10.53318/msp.v11i2.2183
- Sissoko, Etienne Fakaba et al., 2024, « L'ÉCONOMIE DE LA « VIDÉOMANIA » AU MALI : Exploration d'un nouveau métier médiatique et son impact Sociétal », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, vol.5, no. 2, 541-568, consulté le 20/03/2024 URL <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/1499>
- Sissoko, Etienne Fakaba et Alexis Dembélé, 2023, « La digitalisation et le journalisme : L'impact des réseaux sociaux et du journalisme citoyen sur la scène médiatique malienne », *Revue Francophone des Sciences Economiques et de la Gestion*, vol. 1, no. 2, 153-176, consulté le 20/03/2024, URL <https://revuefrancophone.fr/index.php/home/article/view/11>
- Soto-Mayor, Guillaume, Admire Mare et al., 2023, « Comprendre la désinformation en Afrique, *Le Grand Continent*, 23 octobre 2023, consulté le 15/11/2023, URL <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/10/26/comprendre-la-desinformation-en-afrique/>
- The Economist, 2017, « Do social media threaten democracy? » *The Economist*, 4 novembre, consulté le 12 octobre 2023, URL https://www.economist.com/leaders/2017/11/04/do-social-media-threaten-democracy?utm_medium=cpc.adword.pd&utm_source=google&ppccampaignID=18798097116&ppcadID=&utm_campaign=a.22brand_pmax&utm_content=conversion.direct-response.anonymous&gad_source=1&gclid=CjwKCAjwkuqvBhAQEiwA65XxQDuxxf7ayyYAzTh06lxRb9JZxe7y-GBSBriTsDxAf8aFjO4BjnQaeRoCKQQQAvD_BwE&gclsrc=aw.ds
- Tope Shola, Akinyetun et Ebonine Chukwugekwu Victor, 2023, « Digital democracy and democratic decline: Unpacking the role of digitalization in undermining democracy in africa », *African Journal of Democracy and Election Research*, 3(1), 159-189, consulté le 20/03/2024 DOI <https://doi.org/10.31920/2752-602X/2023/v3n1a8>
- Toussi, Simone, 2020 « New Mali Cybercrime Law Potentially Problematic to Digital Rights », *Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa*, 21 février 2020, consulté le 19/03/2024, URL <https://cipesa.org/fr/2020/02/new-mali-cybercrime-law-potentially-problematic-to-digital-rights/>

Bibliographie

- Traoré, Bakary Fouraba, 2020, « Aux origines des contestations politique de 2020 au Mali: essai d'analyse d'une crise socio-politique et ses implications », *Civil Academy for Africa's Future*, octobre 2020, Focus papier no 3, 16, consulté le 11/04/2024, URL https://www.ciaaf.org/storage/2020/10/Origines_contestations_po_2020_Mali.pdf
- Traoré, Grégoire, 2023, « Réseaux sociaux et dynamiques des sociétés africaines », *Revue Ivoirienne de philosophie et de sciences humaines*, vol. 15, no. 27, 1-47, consulté le 18/03/2024, URL <https://www.perspectivesphilosophiques.net/pphs2023pdf/pphs2023-6yao.pdf>
- Trihart, Albert, 2022, « Disinformation against UN Peacekeeping Operations », *International Peace Institute*, consulté le 20/03/2024, URL <http://www.jstor.org/stable/resrep47012>
- Tull, Denis M, 2021, « Contester la France : rumeurs, intervention et politique de vérité au Mali », *Critique internationale*, vol. 1, no. 90, 151-171, consulté le 18/12/2023, DOI <https://doi.org/10.3917/cii.090.0154>
- University of Sciences Techniques and technologies of Bamako (USTTB), 2022, *Research Snapshot : The Experiences of IDPS in Mali during COVID-19*, Research Snapshot, 27 mai 2022, consulté le 16/03/2024, URL <https://www.elrha.org/researchdatabase/research-snapshot-the-experiences-of-idps-in-mali-during-covid-19/>
- USAid, 2023, *Évaluation de l'écosystème numérique par pays (DECA)*, consulté le 20/03/2024, URL https://www.usaid.gov/sites/default/files/2023-06/Mali_DECA_French.pdf
- V-Dem Institute, 2023, *Democracy Report 2023*, University of Gothenburg, consulté le 12/04/2024, URL https://v-dem.net/documents/29/V-dem_democracyreport2023_lowres.pdf
- Wardle, Claire, Derakhshan, Hossein, 2017, « Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making », consulté le 19/03/2024, URL <https://rm.coe.int/information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-researc/168076277c>
- Wardle, Claire et Derakhshan Hossein, 2018, « Module 2: Thinking about « information disorder »: formats of misinformation, disinformation, and mal-information », dans Cheryl Iretton et Julie Posetti, *Journalism, Fake News & Disinformation*, UNESCO Series on Journalism Education, 43-53, consulté le 19/03/2024, URL https://en.unesco.org/sites/default/files/journalism_fake_news_disinformation_print_friendly_0_0.pdf
- Wing, Susanna D. , 2015, « Hands off may constitution: Constitutional reform and workings of democracy in Mali », *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 53, No. 3 SEPTEMBER 2015, pp. 451- 475, URL: <https://www.jstor.org/stable/26309827>
- Wing, Susanna D., 2024, *Governance and Intervention in Mali*, 2024, Routledge Taylor & Francis Group, 1ere edition, 152.
- Woodford, John, Issaka Sagara et al. , 2022, « Recent malaria does not substantially impact COVID-19 antibody response or rates of symptomatic illness in communities with high malaria and COVID-19 transmission in Mali, West Africa », *Frontiers in Immunology*, 2 août 2022, vol. 13, consulté le 16/03/2024, URL <https://doi.org/10.3389/fimmu.2022.959697>
- Wulifan, Joseph K., Jacob Mazalale et al., 2017, « Factors Associated with Contraceptive Use among Women of Reproductive Age in Rural Districts of Burkina Faso », *Journal of Health Care for the Poor and Underserved*, vol.8, no.1, 228-247, DOI 10.1353/hpu.2017.0019
-

Annexe 1

Agence France-Presse, « Les pays engagés au Mali dénoncent le déploiement de mercenaires russes », Radio Canada, 23 décembre 2021, consulté le 09/04/2024, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1849932/mali-france-wagner-junte-russie-occident>

Agence France-Presse, « Mali : 17 soldats et 4 civils tués dans une attaque à Tessit », La Presse, 8 août 2022, consulté le 09/04/2024, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1904129/mali-tessit-djihadistes-attaque>

Agence France-Presse, « Russie et Chine bloquent un appui de l'ONU à des sanctions », La Presse, 11 janvier 2022, consulté le 09/04/2024, URL <https://www.lapresse.ca/international/afrique/2022-01-11/junte-militaire-au-mali/russie-et-chine-bloquent-un-appui-de-l-onu-a-des-sanctions.php>

France24, « Afrique : les 10 évènements marquants de l'année 2020 », 28 décembre 2020, 09/04/2024, URL <https://www.france24.com/fr/afrique/20201228-afrique-les-10-evénements-marquants-de-l-année-2020>

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Rapport sur les évènements de Moura du 27 au 31 mars 2022 », Mai 2023, consulté le 09/04/2024, URL

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/mali/20230512-Moura-Report.pdf>

Hutton, Margot, « Mali : d'où viennent les tensions entre l'ex-rébellion touareg et le gouvernement malien ? », 11 août 2023, consulté le 09/04/2024, URL <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-dou-viennent-les-tensions-entre-lex-rebellion-touareg-et-le-gouvernement-malien>

Le Monde, Recherche « Mali » 2020 à 2023, pages 1 à 18, consulté le 09/04/2024, URL,

<https://www.lemonde.fr/recherche/?>

[search_keywords=Mali&start_at=19/12/1944&end_at=05/03/2024&search_sort=relevance_desc&page=19](https://www.lemonde.fr/recherche/?search_keywords=Mali&start_at=19/12/1944&end_at=05/03/2024&search_sort=relevance_desc&page=19)

Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, « Discours du Colonel Abdoulaye MAIGA Premier ministre p.i, Chef de Gouvernement du Mali, à l'occasion du Débat général de la 77ème Session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies », Nations Unies, 24 septembre 2022, consulté le 09/04/2024, URL

https://www.un.int/mali/sites/www.un.int/files/Mali/rev_allocution_mali_agnu_24_septembre_2022_2.pdf

ONU Info, « Dans le cadre de son retrait du Mali, la MINUSMA ferme son camp à Sévaré, dans la région de Mopti » Nations Unies, 8 décembre 2023, 09/04/2024, URL, <https://news.un.org/fr/story/2023/12/1141447>

RFI, « Mali: des manifestants veulent le départ des militaires étrangers du pays », RFI, 11 janvier 2020, consulté le 09/04/2024, URL <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200111-mali-bamako-manifestation-contre-barkhane>

Savard, Frédéric, « Coup d'État au Niger : un conflit à tonalité confuse », Perspective Monde, 7 novembre 2023, consulté le 09/04/2024, URL <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3478>

Trudeau, Naomi, « Le cercle vicieux du terrorisme au Burkina Faso », Perspective Monde, 1er novembre 2022, consulté le 09/04/2024, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3315>

TV5 Monde et AFP, « Coronavirus : le Mali annonce deux premiers cas de Covid-19 », 25 mars 2020, consulté le 09/04/2024, URL

UNICEF, « Arrivée des vaccins anti-COVID-19 au Mali : la Facilité COVAX devient une réalité », 5 mars 2021, consulté le 12/04/2024, URL <https://www.unicef.org/wca/fr/communiqués-de-presse/arrivée-des-vaccins-anti-covid-19-au-mali-la-facilité-covax-devient->

[une#:~:text=%2520L'Union%2520européenne%2520et%2520les,Mali%2520ce%2520vendredi%25205%2520mars](https://www.unicef.org/wca/fr/communiqués-de-presse/arrivée-des-vaccins-anti-covid-19-au-mali-la-facilité-covax-devient-une#:~:text=%2520L'Union%2520européenne%2520et%2520les,Mali%2520ce%2520vendredi%25205%2520mars)
